

cyberpresse.ca

LA PRESSE



CHAUVINS, LES QUÉBÉCOIS?

Un sondage CROP-La Presse montre que la très grande majorité des Québécois serait parfaitement à l'aise avec un gai, un Noir ou une femme au poste de premier ministre du Québec. Mais ils seraient beaucoup plus réticents à élire un anglophone. Les Québécois sont-ils chauvins? Nos informations en pages A2 et A3.

DEMAIN FÊTE DU CANADA, LA PRESSE NE PARAÎT PAS. À SAMEDI

JAZZ

DÉCOUVREZ DÈS AUJOURD'HUI LE CAHIER JAZZ, VOTRE GUIDE COMPLET QUOTIDIEN JUSQU'À LA FIN DU FESTIVAL.

En une, Zakir pour nous ravir : une interview du maître du tabla indien, Zakir Hussain, signée Alain Brunet.

Des éoliennes plus près de chez vous

Hydro-Québec veut doubler son appel d'offres et l'étendre à toute la province



C'est en 1998 qu'Hydro-Québec a installé 133 éoliennes à Cap-Chat (notre photo) et à Matane, en Gaspésie.

CHARLES CÔTÉ

Les Québécois n'auront plus à rouler jusqu'en Gaspésie pour voir des éoliennes. D'ici 2012, elles apparaîtront plus près des grands centres.

Hydro-Québec a annoncé hier qu'elle doublait son prochain appel d'offres d'énergie éolienne pour le porter à 2000 mégawatts (MW) et qu'elle l'étendait à toute la province. Cela correspond à environ 1000 nouvelles éoliennes. Les trois quarts seront installées ailleurs qu'en Gaspésie, selon le ministre des Ressources naturelles, Pierre Corbeil. « Ce ne sera pas confiné à la Gaspésie, parce qu'il y reste un potentiel de seulement 500 mégawatts, a affirmé

le ministre Corbeil à *La Presse*. Le reste se fera ailleurs au Québec. »

Thierry Vandal, président-directeur général d'Hydro-Québec, confirme que les éoliennes

« Les parcs vont s'installer le plus près possible de la consommation, compte tenu de la qualité de la ressource en vent. »

vont se rapprocher des grandes villes. « Les parcs vont s'installer le plus près possible de la consommation, compte tenu de la qualité de la ressource en vent », a-t-il indiqué.

Le Québec compte 212 MW de puissance éolienne déjà en service et 1244 MW de projets déjà annoncés, tout cela en Gaspésie. Avec les 2000 MW annoncés hier, le Québec pourra donc compter d'ici 2012 sur près de 3500 MW de puissance éolienne. C'est l'équivalent de 10 % de toute sa force hydroélectrique actuelle. Mais ces éoliennes produiront environ seulement 6 % du

courant au Québec, parce qu'elles tourneront moins régulièrement que les centrales hydroélectriques.

» Voir ÉOLIENNES en page A8

Planète de drogués

- > 200 millions de personnes consomment des stupéfiants dans le monde;
- > le marché de la drogue est évalué à quelque 320 milliards de dollars américains par année

MARC THIBODEAU

Le nombre de consommateurs de stupéfiants est en hausse marquée à l'échelle de la planète et soutient l'expansion d'un marché colossal de plus de 320 milliards de dollars américains qui est « très difficile » à combattre, prévient l'ONU.

Dans son rapport annuel 2005 rendu public hier, le Bureau des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC) souligne que 200 millions de personnes, soit 5 % de la population mondiale âgée de 15 à 64 ans, a consommé au moins une fois des stupéfiants au cours des 12 derniers mois.

Il s'agit d'une augmentation de 15 millions de personnes en un an, selon l'organisation, qui attribue la plus grande part de cette hausse de 8 % au cannabis. Pas moins de 160 millions de personnes ont fait usage de ce stupéfiant, soit 10 millions de plus que l'année précédente.

Le nombre de consommateurs d'opiacés, incluant l'héroïne, a légèrement augmenté pour atteindre 16 millions alors que le nombre de consommateurs de cocaïne grimpeait légèrement pour atteindre 14 millions.

» Voir DROGUÉS en page A8

KARLA HOMOLKA N'EN A PAS FINI AVEC LES MÉDIAS
PAGE A5

Mon clin d'oeil **STÉPHANE LAPORTE**
« Le vent, ça nous connaît ! »
— Jean Charest

1 chance sur 1 de toucher votre mise!

Détails à l'intérieur ou à RECYC-QUEBEC.gouv.qc.ca

SOMMAIRE

Astrologie du jour	AFFAIRES 14
Bandes dessinées	AFFAIRES 11
Bridge	AFFAIRES 14
Décès	AFFAIRES 14 et 15
Feuilleton	AFFAIRES 11
Forum	A 18 et 19
Horaires culturels	ARTS 10 à 12
Horaires télévision	ARTS 9
Loteries	A 9
Monde	A 15 et 16
Mots croisés	AFFAIRES 11 et SPORTS 13
Mot mystère	AFFAIRES 11
Observateur	AFFAIRES 12
Petites annonces	AFFAIRES 12 et AFFAIRES 2
Trait d'union	AFFAIRES 10
Vin et mets	ACTUEL 2

Météo
Ensoleillé, maximum 28, minimum 20, plus de détails en page SPORTS 16

6 21924 98765 1

Blanchiment en 1 heure à la chaise avec

Dre Danielle D'Aoust et Dr Daniel Gallagher

ZOOM2

Votre rêve de transformation enfin réalisable

10, de la Seigneurie Est, bureau 200, Blainville (450) 433-3368 • docteur.g@videotron.ca

DENTOPLAN Financement

Dr Dentaire Da Vinci Dental Arts

CHAUVINS LES QUÉBÉCOIS ?



PHOTO MARTIN TREMBLAY, LA PRESSE ©

Le Québec a beaucoup changé. Mais les vieux clivages entre fédéralistes et souverainistes, anglophones et francophones sont restés bien vivants.

Des réticences liées à l'histoire

DENIS LESSARD

QUÉBEC — La réticence des Québécois à voir un anglophone devenir premier ministre du Québec n'étonne guère dans les milieux nationalistes. Chez les politologues toutefois, on y voit surtout le prolongement du constant clivage entre fédéralistes et souverainistes au Québec.

« Historiquement, cela a été toujours la majorité canadienne anglaise qui a assimilé et même déporté les Canadiens français. Historiquement, la nation canadienne anglaise a été un adversaire », résume Mario Beaulieu, vice-président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal. « Je pense que ce serait légitime qu'un anglophone puisse devenir premier ministre, mais je comprends la réaction des gens. Le clivage existe toujours », résume-t-il. « Les iniquités sociolinguistiques sont en partie réglées, mais

il en reste ; l'ouest du centre-ville est passablement anglicisé », dit-il. Il se dit surpris « pas mal » que les jeunes soient le plus opposés à l'élection d'un premier ministre anglophone.

Un peu amusé par ce constat, le ministre Thomas Mulcair souligne

« Je pense que ce serait légitime qu'un anglophone puisse devenir premier ministre, mais je comprends la réaction des gens. »

ne pas croire que sa langue empêcherait un anglophone de devenir premier ministre au Québec. « Quand on regarde la carrière politique d'un Brian Mulroney, je ne crois pas du tout que d'être anglophone puisse être un handicap

en politique au Québec. À la condition bien sûr de pouvoir s'exprimer auprès de la majorité », souligne-t-il.

Il souligne « n'avoir jamais senti de clivage, de réserves à son endroit parce qu'il était anglophone. Une seule fois j'ai entendu quelque chose de désagréable sur mes origines, en 25 ans. Le Québec est à mon point de vue une des sociétés les plus ouvertes et tolérante au monde », affirme Thomas Mulcair. « Ces résultats (sur les anglophones) me surprennent un peu. Un sondage est une photo à un moment donné et je ne pense pas que cela reflète la réalité du Québec », ajoute-t-il.

Politologue à l'ENAP, Christian Dufour voit une réaction bien normale dans ces réponses. « Le Québec est le seul gouvernement qui représente les francophones au Canada. Les gens estiment qu'il doit rester à un francophone

SONDAGE CROP - LA PRESSE

LES QUÉBÉCOIS ET LE CHOIX D'UN PREMIER MINISTRE

Personnellement, seriez-vous favorable ou opposé à ce qu'une FEMME devienne premier ministre du Québec ?

	Total Québec (n=1001) %	Électeurs PQ (n=426) %
> Favorable	88 %	87 %
> Opposé	4 %	6 %
> NSP/Refus/Indifférent	8 %	7 %

Personnellement, seriez-vous favorable ou opposé à ce qu'un(e) NOIR(E) devienne premier ministre du Québec ?

	Total Québec (n=1001) %	Électeurs PQ (n=426) %
> Favorable	81 %	83 %
> Opposé	9 %	8 %
> NSP/Refus/Indifférent	10 %	9 %

Personnellement, seriez-vous favorable ou opposé à ce qu'une personne HOMOSEXUELLE devienne premier ministre du Québec ?

	Total Québec (n=1001) %	Électeurs PQ (n=426) %
> Favorable	76 %	81 %
> Opposé	11 %	9 %
> NSP/Refus/Indifférent	13 %	10 %

Personnellement, seriez-vous favorable ou opposé à ce qu'un(e) ANGLOPHONE devienne premier ministre du Québec ?

	Total Québec (n=1001) %	Électeurs PQ (n=426) %
> Favorable	57 %	46 %
> Opposé	35 %	49 %
> NSP/Refus/Indifférent	8 %	5 %

MÉTHODOLOGIE : Les résultats du sondage reposent sur 1001 entrevues téléphoniques effectuées du 16 au 27 juin 2005 dans le cadre du sondage omnibus CROP-express. D'un point de vue statistique, un échantillon de cette taille (n=1001) est précis à 3 points près, 19 fois sur 20. La marge d'erreur augmente lorsque les résultats portent sur des sous-groupes de l'échantillon.

APPEL À TOUS

Pourquoi pas un anglo comme premier ministre ?

Le sondage CROP—La Presse que nous publions aujourd'hui révèle que le tiers des Québécois ne seraient pas favorables à ce qu'un anglophone devienne premier ministre du Québec. Partagez-vous cet avis ? Pourquoi tant de Québécois expriment-ils une telle réserve ? Les Québécois anglophones sont-ils moins québécois que les autres ? Les Québécois seraient-ils chauvins ?

Écrivez-nous en grand nombre. Nous publierons un échantillon de vos lettres au cours des prochains jours. Notre adresse : forum@lapresse.ca

qui représente cette majorité », souligne-t-il. Il se dit surpris toutefois du niveau d'opposition à un premier ministre anglophone.

Pour Réjean Pelletier, politologue à l'Université Laval, la réaction mitigée quant à un premier ministre anglophone traduit le clivage traditionnel entre souverainistes et fédéralistes au Québec.

« Selon moi, les 35 % de gens opposés à un anglophone viennent des souverainistes. Ils se di-

sent qu'un anglophone serait obligatoirement libéral et fédéraliste. Ils ont des problèmes à distinguer leurs convictions sur la question nationale d'un candidat au poste de premier ministre », explique-t-il.

Inversement les 24 % d'électeurs libéraux opposés à l'idée qu'un anglophone soit élu « craignent que leur parti soit ainsi identifié aux anglophones », risque M. Pelletier.

« Rien n'est joué », dit le clan Boisclair

PASCAL FAUCHER

En nette avance dans la course à la direction du Parti québécois selon un récent sondage CROP-La Presse, le clan d'André Boisclair refuse de sabler le champagne.

« Rien n'est joué, affirme l'attaché de presse de l'ex-député de Gouin, Jean-Louis Laplante. La course va durer encore cinq mois. On continue de travailler pour convaincre les militants. »

Joint par téléphone, André Boisclair a préféré ne pas commenter plus avant le sondage publié par La Presse, hier. On y révélait notamment que M. Boisclair domine clairement la course à la succession de Bernard Landry avec 42 % d'appuis chez les électeurs péquistes.

Pour sa part, Pauline Marois n'est soutenue que par 24 % des électeurs du PQ, un niveau d'appui inchangé depuis un an. La députée de Taillon s'est abstenue de tout commentaire.

Louis Bernard, Richard Legendre et Daniel Turp — qui n'a pas encore fait connaître sa décision — récoltent respectivement 5 %, 4 % et 2 % des appuis.

« Nous ne sommes pas surpris, c'est la position que nous pensions avoir à ce moment-ci », dit Mélanie Larente, porte-parole du bureau de campagne de Louis Bernard.

« Je sais que j'ai du rattrapage à faire, reconnaît de son côté Richard Legendre. Mais c'est le début de la course. Je vais aller partout au Québec. »

Flatté que son nom apparaisse dans un sondage bien qu'il soit toujours « en réflexion », le député de Mercier, Daniel Turp, ne précipitera pas sa décision pour autant. « Ce score ne m'influence pas », affirme-t-il.

ERRATUM

L'un des tableaux accompagnant notre texte sur le sondage CROP de notre numéro d'hier comportait plusieurs erreurs. Nous vous le reproduisons ici avec les données réelles du sondeur. Nos excuses.

SONDAGE CROP - LA PRESSE

Selon vous, avec quel chef parmi les suivants le Parti québécois aurait-il le plus de chances de remporter les prochaines élections au Québec ? Est-ce avec...

	Total au Québec (N= 1001)	Électeurs PQ (N= 426)
ANDRÉ BOISCLAIR	35 %	42 %
LOUIS BERNARD	4 %	5 %
JEAN-PIERRE CHARBONNEAU*	3 %	3 %
RICHARD LEGENDRE	5 %	4 %
PAULINE MAROIS	22 %	24 %
DANIEL TURP*	2 %	1 %
*AUTRES	1 %	1 %
*AUCUN	4 %	3 %
*NSP/REFUS/INDIFFÉRENT	23 %	16 %

*Ne participe pas à la course

MÉTHODOLOGIE : Les résultats reposent sur 1001 entrevues téléphoniques menées du 16 au 27 juin 2005 dans le cadre du sondage omnibus CROP-express pour La Presse. D'un point de vue statistique, un échantillon de cette taille (N= 1001) est précis à 3 points près, 19 fois sur 20.

Un jeune aux jeunes idées

Qu'André Boisclair trône au sommet de ce premier sondage n'étonne pas le politologue Réjean Pelletier, de l'Université Laval.

« C'est un jeune avec des idées nouvelles, et non un jeune avec des vieilles idées, comme on dit de Mario Dumont, estime-t-il. En ce sens, il ferait un bon adversaire à Jean Charest et à l'Action démocratique. »

Fraîchement diplômé de Harvard,

André Boisclair fait cependant montre « d'un style tranché », qui pourrait lui nuire dans la course, estime Réjean Pelletier.

À noter que Gilles Hébert, député fédéral de la circonscription de Papi-néau, en Outaouais, annoncera aujourd'hui qu'il se lance aussi dans la course à la direction du PQ. Au même moment, l'ancien président du Parti vert, Jean Ouimet, lancera sa tournée du Québec à vélo au parc La Fontaine, à Montréal.

IWC. Conçue pour les hommes.



IWC
SCHAFFHAUSEN
DEPUIS 1868

Il va devoir attendre.



Ingenieur Automatic. Réf. 3227: l'horloger F. A. Jones fonda l'International Watch Company à Schaffhouse en 1868. Depuis lors, nos ingénieurs ont créé nombre de montres aujourd'hui légendaires — les Portugaises, les montres d'aviateur, les séries Da Vinci et Aquatimer. Il fait bon savoir que nos montres ne sont pas seulement le fruit du progrès technologique, mais aussi de la passion de nos ingénieurs.

Mouvement de montre mécanique IWC | Remontage automatique Pellaton | Système antichoc | Date | Boîtier intérieur en fer doux protégé des champs magnétiques | Bracelet breveté IWC | Verre saphir antireflet | Etanche à 120m | Acier inoxydable

Célébrons 25 ans
d'excellence

CHÂTEAU D'IVOIRE

2020, rue de la Montagne • Montréal • (514) 845-4651
Sans frais 1 888 883 8283
www.chateaudivoire.com

CHAUVINS LES QUÉBÉCOIS ?



André Boisclair, candidat à la direction du Parti québécois, trouvera de bonnes nouvelles dans le sondage CROP/La Presse. Seulement 11 % des gens se disent opposés à l'idée qu'un homosexuel puisse diriger le gouvernement du Québec.

PHOTO ANDRÉ BOISSINOT. PC ©

Un anglophone? Euh!

Femmes, Noirs et homosexuels pourraient devenir premier ministre

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Les Québécois ne voient guère de problèmes à ce qu'une femme, un Noir ou un homosexuel devienne premier ministre. Mais dès qu'on parle d'un anglophone, tout à coup, les choses se compliquent...

À la veille de la fête du Canada, un tout récent sondage CROP révèle que plus d'un électeur sur trois s'opposerait à ce qu'un anglophone dirige le Québec.

Constat plutôt surprenant dans le récent coup de sonde de la maison de sondage, une enquête réalisée pour *La Presse* du 16 au 27 juin dernier. Après avoir compilé les 1001 questionnaires, CROP constate qu'en apparence tout au moins, le fait d'être une femme, un Noir, ou un homosexuel ne constitue pas un handicap aux yeux de la vaste majorité des électeurs.

Ce constat écarte, s'il le fallait encore, certaines incertitudes dans la course au leadership du PQ; il était difficile d'évaluer si le fait d'être une femme — pour Pauline Marois — ou homosexuel — pour André Boisclair — aurait des conséquences sur les chances d'être choisi chef du parti puis élu premier ministre.

« Au Québec, tout cela fait partie des courants sociaux; monsieur et madame Tout-le-Monde vont en groupe au défilé de la fierté gaie avec leurs chaises pliantes... Nos enquêtes plus fouillées montrent que vivre et laisser vivre est un principe bien enraciné chez nous », résume Claude Gauthier, de la maison CROP. « Sur ces questions en général, le Québec est en avance sur le Canada anglais et encore davantage sur les États-Unis », ajoute-t-il.

Bonne nouvelle pour Pauline Marois, 88 % des répondants s'estiment « favorables » à ce qu'une femme dirige le Québec, et seulement 4 % y sont opposés. Les résultats sont les mêmes, compte tenu des marges d'erreur, chez les électeurs péquistes: 87 % sont favorables contre 6 % opposés. Huit pour cent des gens refusent de répondre.

Ceux qui sont opposés se trouvent surtout chez les gens moins scolarisés — 22 % des gens qui ont moins de sept ans de scolarité voient un problème à l'élection d'une femme. Les gens âgés sont aussi plus réticents; 7 % des gens de plus de 55 ans ont des réserves. Fait à signaler, les femmes ne sont pas davantage favorables que les hommes à cette idée.

Comme Pauline Marois, André Boisclair trouvera de bonnes nouvelles dans cette enquête. Seulement 11 % des gens se disent opposés à l'idée qu'un homosexuel dirige le gouvernement du Québec. Ici, toutefois, l'appui est moins net: 76 % des gens sont favorables à cette idée. Mais tout à coup, le nombre des indécis et des refus de répondre grimpe à 13 %.

« Ici, il faut se méfier: ces indécis

« Au Québec, monsieur et madame Tout-le-Monde vont en groupe au défilé de la fierté gaie avec leurs chaises pliantes. Vivre et laisser vivre est un principe bien enraciné chez nous. »

peuvent facilement être des gens opposés qui savent que ce n'est pas politiquement correct de s'opposer à un gai », relève M. Gauthier.

Chez les jeunes, on est favorable à l'élection d'un gai à 81 %, tendance qui diminue avec l'âge — on tombe à 61 % au-delà de 55 ans. Mais chez les gens moins scolarisés, l'opposition grimpe à 27 %.

Même tendance pour un premier ministre de couleur; 81 % des répondants sont favorables à ce qu'un

Noir puisse devenir premier ministre, contre seulement 9 % qui s'y opposent.

Les non-francophones s'opposent plus nettement à un gai, à 21 %. Les allophones au Québec se rangent souvent chez les plus conservateurs, observe M. Gauthier, citant d'autres sondages sur les mariages gais ou l'euthanasie.

Une grosse surprise dans l'écran radar de CROP, la proportion im-

portante de Québécois qui sont réticents à ce qu'un anglophone dirige le Québec. Pas moins de 35 % des gens sont opposés à cette idée, réticence qui atteint 49 % chez les électeurs péquistes. Ceux qui votent OUI au référendum sont opposés à 43 % à être dirigés par un anglophone.

Pour M. Gauthier, ces résultats restent « étonnants ». On aurait pu préciser un « anglophone bilingue », mais il allait de soi, selon lui, qu'un candidat au poste de premier ministre pourrait s'exprimer en français. « Il y a le clivage anglais-français. Mais aussi il y a le fait qu'il y a un seul lieu de pouvoir francophone au Canada, le gouvernement du Québec. C'est comme si les gens disaient: *Laissez-nous au moins ça!* », explique M. Gauthier. « Les batailles historiques laissent des traces qui ont la vie dure », croit-il.

Autre particularité, plus on est jeune, moins on voit d'un bon oeil l'élection d'un anglophone à la barre du Québec. Chez les moins de 34 ans, on atteint 40 % d'opposition.

« Cela va à l'encontre de ce qu'on pourrait croire avec les tendances à la mondialisation, et à l'impression que les jeunes sont plus ouverts », note M. Gauthier. Le succès des LoCoLass et des Cowboys fringants montre un fort courant nationaliste chez les jeunes, observe-t-il.



YVES BOISVERT

On va les avoir, les Anglais!

Une femme première ministre? Seulement 4 % des Québécois s'y opposent, nous dit CROP. Un Noir premier ministre? Pas de problème: seulement 9 % des Québécois disent s'opposer à cette idée. Un gai à la tête du gouvernement du Québec? Pas trop de souci non plus: 11 % se disent opposés, contre 76 % qui sont favorables.

Mais un Anglais... C'est moins sûr. Certes, une bonne majorité (57 %) se montrent favorables. Mais un solide bloc de 35 % des répondants ne se gênent pas pour se dire opposés à l'idée.

Avant de sauter aux conclusions, souvenons-nous qu'il faut se méfier des sondages au moins autant que des Anglais.

Vous voyez, on peut faire des blagues sur les Anglais sans le moindre complexe. Quand j'étais enfant, mon père et mes oncles se saluaient à la fin des réunions de famille en se lançant, en riant: « On va les avoir, les Anglais! » Phrase dite en dérision, vidée de son sens premier, sans aucun contenu politique réel mais qui, même à contresens, résonne loin dans

la psyché nationale. Celle des descendants des Canadiens, j'entends: ce peuple français d'Amérique, vaincu précisément par « les Anglais » en 1759.

Ce qui me ramène au sondage et à la méfiance. Méfions-nous des résultats, mais surtout des résultats concernant les gais, les Noirs et les femmes. Certes, la so-

Avant de sauter aux conclusions, souvenons-nous qu'il faut se méfier des sondages au moins autant que des Anglais.

ciété a évolué considérablement. De fait, la vaste majorité des gens sont prêts à avoir un premier ministre ouvertement gai, un Noir et encore plus clairement une femme. Mon hypothèse, cependant, est que cette superbe majorité est surestimée dans ce genre de sondage.

Un peu comme les sondages sur le bonheur ou la vie sexuelle, il faut creuser un peu.

Tout le monde sait quelle est la bonne réponse à donner à ces questions. Vous êtes le sondeur et

vous appelez chez M. Bigras un dimanche après-midi et vous lui demandez si un Noir peut être premier ministre. « Ben là! Vous me prenez pour un raciste, ou quoi? Pas de problème, amenez-en des Noirs premiers ministres! »

Et des femmes, M. Bigras? « Franchement! En 2005! Excu-

sez-moi, monsieur le sondeur, je vais demander à ma femme. Minou, est-ce que les femmes peuvent être premier ministre? A dit oui. »

Et des gais, M. Bigras? « Mais voyons, je suis un homme moderne et ouvert d'esprit! Je ne vois pas pourquoi un fif... je veux dire une personne de même sexe, euh, je veux dire un homosexuel, en tout cas, je suis pour! »

Ça ne coûte rien de se dire pour dans un sondage et ça fait tellement de bien.

Entendons-nous bien. Je ne remets pas en cause notre merveilleuse ouverture d'esprit. Je dis qu'à la marge d'erreur habituelle, il faut en ajouter une deuxième, celle de la rectitude politique, qui gonfle les chiffres. La plupart des gens sont ouverts « pour vrai », une minorité ne le sont pas et le disent ouvertement... et une autre catégorie ne l'est pas vraiment, mais sent que ce n'est pas bien d'avoir des doutes.

Tandis que les Anglais... Les Anglo-Québécois ne sont pas une catégorie de personnes protégées par la *political correctness*. On peut dire ouvertement son hostilité aux anglophones du Québec, personne, ou presque, ne va vous dénoncer sur la place publique, vous n'aurez pas la commission des droits sur le dos, peut-être quelques lignes dans un livre de Bill Johnson sur l'anglophobie.

Il existe, de fait, dans un courant marginal de l'opinion québécoise, une anglophobie bien palpable, c'est-à-dire une hostilité viscérale.

Mais mon explication est ailleurs. Si un tiers des Québécois se disent opposés à la venue d'un premier ministre anglophone, c'est aussi parce que le Québec est le seul gouvernement d'un peuple majoritairement francophone en Amérique du Nord. Peuple longtemps dominé, précisément par des maîtres anglophones. Il n'y a rien de stupéfiant, ni de scandaleux, à ce qu'un fort pourcentage de la population ait grand peine à imaginer, dans l'abstrait, que le premier représentant politique du Québec ne soit pas un francophone. Le nationalisme est après tout le grand moteur de la politique québécoise.

Reste la question de la présence des anglophones à l'intérieur de cette politique québécoise, dans la formation de ce nationalisme, tous partis confondus. Place à faire. Mais place à prendre aussi. Y a-t-il preneur, au fait?

COURRIEL

Pour joindre notre chroniqueur yves.boisvert@lapresse.ca

ACTUALITÉS

Les Arellano-Diaz sont expulsés

MAXIME COUTIÉ

La famille Arellano-Diaz a finalement été expulsée. Malgré les pleurs et les pressions politiques, son rêve de liberté s'est envolé à 8 h 05 hier.

Une quinzaine de manifestants s'étaient réunis à l'aéroport Pierre-Elliott-Trudeau pour protester contre le retour forcé au Mexique de Jose Oscar Arellano et Lila Diaz, et de cinq de leurs enfants. « Nous avons distribué des tracts aux passagers pour leur expliquer qu'une famille de *déportés* se trouvait avec eux dans l'avion, mais des policiers ont tenté de nous intimider », raconte Soledad Delgado, de l'organisme Solidarité sans frontières.

Personne n'a pu voir la famille avant qu'elle ne soit placée à bord de l'appareil de la compagnie Mexicana. Les Arellano-Diaz ont passé la nuit au Centre de prévention de l'immigration de Laval. Les agents les ont ensuite transférés à l'aéroport où ils ont été mis à l'écart des autres passagers. « Ils sont partis, tel que prévu », s'est contentée de dire la porte-parole de l'Agence des services frontaliers, Lorraine Aubre.

Arrivés hier après-midi à Mexico, les Arellano-Diaz ont rejoint un de leurs fils, expulsé du Canada le mois dernier. Selon M^{me} Delgado, la benjamine de la famille, Genesis, aurait été prise de convulsions à sa sortie de l'avion. « Elle a dû être transportée d'urgence à l'hôpital. »

Les Arellano-Diaz ont toujours soutenu que leur vie serait en danger s'ils retournaient dans leur pays d'origine. Le père et la mère affirment tous deux avoir été battus par des policiers corrompus de Mexico. La Commission de l'immigration et du statut de réfugié ne les a jamais crus et a ordonné leur expulsion en mars dernier.

Depuis, la famille vivait dans la clandestinité. La police a finalement découvert sa cachette la semaine dernière et a arrêté les cinq enfants en l'absence des parents.

L'aîné, âgé de 27 ans, se trouve toujours à Montréal. Il est parvenu par sa femme, de nationalité canadienne.

Le Canada veut limiter les exportations de médicaments

AGENCE FRANCE-PRESSE

OTTAWA — Le Canada présentera l'automne prochain un projet de loi lui donnant la possibilité de limiter les exportations de médicaments vers les États-Unis afin d'éviter toute pénurie pour les Canadiens, a annoncé hier le ministre de la Santé, Ujjal Dosanjh, au cours d'un point de presse.

« Le Canada ne peut pas être le *drugstore* des États-Unis ; 280 millions de personnes ne peuvent pas s'attendre à ce qu'on leur fournisse des médicaments à prix contrôlés », a déclaré le ministre.

« À la lumière d'une potentielle loi américaine ouvrant la porte aux exportations massives de prescriptions canadiennes et d'autres médicaments, notre priorité doit être la santé et la sécurité de tous les Canadiens et le maintien de notre système de santé », a-t-il ajouté.

Les prix des produits pharmaceutiques sont fixés au Canada par le gouvernement contrairement aux États-Unis, seul pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) où existe un libre marché des médicaments, ce qui en fait la nation où ils se vendent le plus cher.

Cette situation conduit des millions de retraités américains, gros consommateurs, à se rendre au Canada, où les prix sont jusqu'à 60 % moins chers qu'aux États-Unis. Beaucoup d'autres commandent directement sur Internet.

Le marché, évalué à des centaines de millions de dollars au début des années 2000, se chiffre présentement en milliards.

Des parlementaires américains souhaitent légaliser l'importation de médicaments en provenance du Canada et d'autres pays, afin que les Américains puissent se les procurer à un prix inférieur à celui pratiqué aux États-Unis. Une proposition de loi en ce sens a été déposée l'hiver dernier.

Santé Sondage CROP

Les Québécois favorables au privé

69 % des moins de 35 ans l'approuvent

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Selon un sondage CROP-*La Presse*, pas moins de 62 % des répondants sont d'accord avec le verdict de la Cour suprême qui a permis il y a un mois la mise en place d'un régime privé d'assurance santé au Québec.

« Selon vous le gouvernement du Québec devrait-il permettre l'assurance santé privée tout en protégeant l'intégrité du système public ou devrait-il s'y opposer ? » demandait la maison CROP dans son sondage. Pour 32 % des gens, Québec devrait s'opposer au verdict — ce qu'il pourrait faire en recourant à la clause dérogatoire de la constitution. Cette semaine, Québec a demandé officiellement à la Cour un sursis de 18 mois avant l'application de son verdict.

En décortiquant les résultats du sondage CROP réalisé auprès de 1001 personnes, on observe que les jeunes sont plus favorables à l'assurance privée : 69 % des moins de 35 ans l'approuvent. Pas moins de 73 % des supporteurs de l'ADQ sont aussi de cet avis.

Chez les adversaires du régime privé, on retrouve les gens de plus de 55 ans (38 %, six points

SONDAGE CROP - LA PRESSE

LE PRIVÉ DANS LES SOINS DE SANTÉ

Un récent jugement de la Cour suprême ouvre la voie à l'assurance privée des soins de santé au Québec. Selon vous, le gouvernement du Québec devrait-il permettre l'assurance santé privée, tout en protégeant l'intégrité du système public, ou devrait-il s'y opposer ?

	%
> Devrait permettre l'assurance santé privée	62 %
> Devrait s'y opposer	32 %
> NSP/Refus	6 %

MÉTHODOLOGIE : Les résultats du sondage reposent sur 1001 entrevues téléphoniques effectuées du 16 au 27 juin 2005 dans le cadre du sondage omnibus CROP-express. D'un point de vue statistique, un échantillon de cette taille (n=1001) est précis à 3 points près, 19 fois sur 20. La marge d'erreur augmente lorsque les résultats portent sur des sous-groupes de l'échantillon.

de plus que la moyenne québécoise) et ceux à faibles revenus.

Le projet d'assurance vieillesse progresse au comité Ménard

Par ailleurs, le projet d'une « assurance vieillesse » — une nouvelle contribution obligatoire pour parer à la flambée des coûts de la santé — progresse péniblement au sein du comité de réflexion mis en place par le gouvernement Charest.

Ce qui devait être la dernière réunion du groupe de 17 personnes a eu lieu hier matin, sans que le président, Jacques Ménard, qui est aussi patron de la Banque de Montréal, parvienne à réunir tout le monde autour d'un texte définitif. D'autres discussions auront lieu la semaine prochaine et le dépôt du rapport est remis au 10 juillet.

Selon les sources de *La Presse*,

les représentants des centrales syndicales ont joué de prudence devant la proposition centrale du projet de rapport, la mise en place d'une « assurance vieillesse » destinée à éponger la croissance fulgurante de la facture des soins de longue durée dans les prochaines décennies. La nouvelle mouture du texte se contente de demander au gouvernement de pousser plus avant les études sur cette idée sans proposer de scénarios précis.

Il y a quelques semaines, le comité Ménard avait été saisi de projections bien plus précises sur les coûts d'un tel régime ; on parlait même d'une cotisation générale de 396 \$ par année. Les représentants des centrales syndicales sont restés sur leur quant-à-soi, conscientes semble-t-il que les propositions émanant du comité avaient été rédigées avec l'aval du cabinet du premier ministre. Ils sont aussi réticents devant l'idée que le privé puisse faire son entrée dans le secteur de la santé.

« Il y avait pas mal de tension ce matin », a confié un participant, tandis qu'un autre s'attend à ce que les représentants des centrales se dissocient carrément du projet de rapport dès la semaine prochaine.

Destinations d'été

Prenez le train et découvrez la beauté pittoresque des paysages canadiens. Profitez des FLEXI TARIFS de la classe Confort^{MD}.

Aînés 2 pour 1

Achetez un billet au plein tarif aîné et votre invité, de tout âge, pourra voyager gratuitement en classe Confort.

Certaines conditions s'appliquent.



Les enfants voyagent GRATUITEMENT!

Entre le 27 mai et le 5 septembre 2005, en classe Confort.

Certaines conditions s'appliquent.



Le luxe classique de nos trains de nuit

En direction de l'Est ou de l'Ouest canadien? C'est l'occasion idéale pour vous bichonner avec le luxe classique de nos trains de nuit.

Et si votre destination vous emmène dans les provinces maritimes, ne manquez pas notre nouvelle *Expérience d'apprentissage dans les Maritimes*, un regard unique sur l'histoire et la culture locales. Exclusivement en classe Alizés^{MC} à bord de l'Océan^{MC}.



Pour plus d'information sur nos FLEXI TARIFS et nos promotions, contactez votre agent de voyages, appelez VIA Rail Canada au 1 888 VIA-RAIL (1 888 842-7245) ou ATS 1 800 268-9503 (malentendants) ou visitez www.viarail.ca

www.viarail.ca



VIA Rail Canada

^{MC} Marque de commerce propriété de VIA Rail Canada inc.

^{MD} Marque déposée propriété de VIA Rail Canada inc.

Karla Homolka devra vivre sous l'oeil des médias

CHRISTIANE DESJARDINS

Karla Homolka devra se faire à l'idée de vivre sous l'oeil inquisiteur des médias. Paul-Marcel Bellavance, juge de la Cour supérieure, a refusé, hier, de lui accorder une injonction visant à empêcher les médias de diffuser quelque renseignement que ce soit sur la nouvelle vie qu'elle entreprendra bientôt, en tant que femme libre.

Selon les avocats d'Homolka, « libre » est un mot qui a perdu tout son sens dans le cas de la célèbre criminelle qui sortira de prison dans les prochains jours, au terme de sa peine de 12 ans, pour sa participation aux meurtres de deux adolescentes. Ils ont soutenu hier devant le magistrat que si on ne restreignait pas la presse, Homolka était condamnée à vivre traquée, et que même sa vie était en danger.

Le droit du public

Dans sa décision, le juge a signalé qu'un jour ou l'autre, Homolka devra faire face au public et aux médias canadiens. « Elle peut choisir de ne rien dire, mais elle ne peut empêcher les médias de la photographier ou de parler d'elle... Il est indéniable que, toute sa vie, elle devra faire face aux conséquences post-sentencielles de ses actes. Le public a le droit de savoir ce



PHOTO RYAN REMIORZ, PC ©

Une fourgonnette avec à son bord Karla Homolka arrivait au palais de justice de Joliette le 3 juin dernier. Les caméras étaient bien présentes, comme à l'habitude.

qui lui arrive, à cause des crimes commis. » Il a rappelé qu'en juin dernier, le juge Jean Beaulieu avait encadré sa remise en liberté, parce qu'il a jugé qu'elle représentait toujours un risque.

Si l'injonction souhaitée par Homolka avait été accordée, cela aurait constitué un précédent dans les annales judiciaires. Le juge a insisté sur le fait qu'il ne voulait pas créer de précédent, ce qui aurait porté atteinte à la liberté de presse et aurait ouvert la porte à toutes sortes de demandes. Selon le juge, Homolka a d'autres recours si les médias se montrent trop insistants.

La police non plus ne veut pas créer de précédent. M^e Sylvie Bordelais, avocate de la détenue, assistait hier à une réunion d'urgence avec la police de Montréal et des représentants des services correctionnels. Au terme de cette réunion, les autorités policières ont décidé de ne pas accorder de protection spéciale à Homolka après sa sortie de prison, de crainte de se le faire reprocher et de créer un précédent. Ils n'interviendront que s'il y a nécessité.

Possibilité d'appel

M^e Christian Lachance, un des avocats qui a plaidé la demande d'injonction pour Homolka, était extrêmement déçu de la décision du juge, et regarde les possibilités d'appel. Il y a des mesures d'urgence à prendre, dit-il, en soulignant qu'Homolka est terrorisée à l'idée de sortir de prison. « Elle ne peut même pas concevoir qu'elle sera en liberté dans quelques jours. » Selon lui, les commentaires entendus par les avocats des médias ne sont pas rassurants. « Ce qu'on a entendu, c'est qu'elle ne mérite pas mieux. On parle d'une pestiférée dont personne ne veut. »

M^e Christian Leblanc, qui représentait plusieurs médias, dont *La Presse*, se disait heureux du dénouement. « Cela va permettre de continuer à suivre l'histoire de Karla Homolka, a-t-il dit, en ajoutant que cela fermait la porte à d'autres demandes semblables. Il serait facile, par exemple pour un agresseur sexuel, de prétendre des menaces de mort pour requérir l'anonymat. »

Par ailleurs, selon lui, le juge a envoyé un message clair selon lequel le comportement des médias pourra être sanctionné s'il y a exagération.

Léon Mugesera veut être jugé au Canada

LE SOLEIL

QUÉBEC – Au lendemain du jugement de la Cour suprême autorisant l'expulsion de Léon Mugesera vers le Rwanda, son avocat, Guy Bertrand, demande au procureur général du Canada d'autoriser l'homme politique rwandais à rester au pays pour y être jugé. Il affirme que M. Mugesera risque la torture et la mort s'il retourne au Rwanda.

M^e Bertrand a demandé au gouvernement fédéral d'intenter un procès contre Léon Mugesera en vertu de la Loi sur les crimes contre l'humanité, une loi spéciale adoptée en 2000 qui n'a jamais encore été utilisée ici.

Au cours de la conférence de presse qui s'est déroulée hier à Québec, M. Mugesera a quant à lui déclaré qu'il était « prêt à faire face à la justice » : « Au lieu de subir les longues et pénibles procédures d'Immigration Canada, je préfère être traduit devant un tribunal et répondre une fois pour toutes aux accusations », a-t-il affirmé en substance.

La Cour suprême a autorisé hier le ministère fédéral de la Citoyenneté et de l'Immigration à renvoyer Léon Mugesera au Rwanda, au terme d'une bataille judiciaire qui aura duré neuf ans. À l'unanimité, les juges du plus haut tribunal du pays ont décidé que Léon Mugesera ne pouvait bénéficier du statut de résident permanent parce qu'il avait incité la majorité hutue au meurtre, au génocide et à la haine dans un dis-

cours prononcé au Rwanda en 1992.

Au bureau du ministre fédéral de la Justice, Irwin Cotler, la porte-parole Mylène Dupéré affirme pour sa part que la procédure d'expulsion se poursuit. « On a agi en toute conformité » en demandant son renvoi, rappelle-t-elle.

Si le procureur général du Canada refuse d'intenter un procès contre Léon Mugesera, M^e Bertrand s'emploiera à démontrer que son client risque la torture et la mort s'il retourne au Rwanda. Ce serait alors au ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration de trancher. En vertu de la Charte canadienne des droits et libertés, un individu ne peut être renvoyé dans son pays d'origine si sa vie y est sérieusement en danger.

Mais avant d'en arriver là, M^e Bertrand fera tout en son pouvoir pour que Léon Mugesera soit jugé ici, une option qui déplaît à certains membres de la communauté rwandaise de Québec. « Le système judiciaire peut fonctionner au Rwanda, affirme Louis Kamanzi, qui était présent à la conférence de presse. C'est là qu'il devrait être jugé puisque c'est là que se sont déroulés les faits qu'on lui reproche. » Mais selon François Crépeau, professeur en droit international à l'Université de Montréal, si M. Mugesera est renvoyé au Rwanda, rien ne garantit qu'il aura droit à un procès juste et équitable. « Et si on le retrouve dans trois mois torturé dans sa cellule, le Canada aura mal joué. »

EN BREF

17 mois de prison pour un internaute versé en pornographie infantile

Siméon Boudreault, 22 ans, a été condamné à 17 mois de prison hier pour avoir téléchargé de la pornographie infantile, avoir leurré des adolescentes sur Internet en leur faisant croire qu'il était plus jeune, avoir commis une agression sexuelle et avoir eu des contacts sexuels avec des filles mineures. Outre son impressionnante collection d'images pornographiques, dont plusieurs montrant des bébés agressés, il appert que le jeune homme attirait les jeunes filles chez lui pour ensuite tenter d'avoir des relations sexuelles avec elles en les filmant à leur insu. Bien que l'accusé n'ait pas d'antécédent judiciaire, le juge Serge Boisvert a décidé de lui imposer une peine exemplaire.

Autre cas d'agression sexuelle juvénile

Aggression sexuelle, inceste, attouchements, ainsi que production, distribution et possession de matériel de pornographie juvénile. Tels sont les chefs d'accusation qui pèsent sur un homme de 32 ans de Montréal-Nord, qui doit comparaître aujourd'hui pour le début de son enquête sur mise en liberté. Le présumé pédophile diffuserait et distribuerait des images et vidéos de pornographie juvénile sur Internet depuis 2002. Dans ces images, on le verrait en train d'agresser sexuellement une fillette de 4 ans, vraisemblablement sa fille. Le même homme aurait commis des agressions sur un garçon d'à peine un an. La Sûreté du Québec, qui a procédé à son arrestation lundi soir, va demander que l'homme demeure détenu durant le processus judiciaire. L'équipe intégrée en matière de pornographie juvénile, composée de la SQ, de la GRC et de la police de Montréal, a réussi à épingle le présumé pédophile grâce à des informations du bureau international d'Interpol.

Sara Champagne

SOLDES

A C T U E L S

Pour profiter de l'été pleinement, vos favoris pure mode et des exclusivités Simons à prix vraiment exceptionnels !

	<p>ÉPARGNEZ 33%</p> <p>LE BIKINI TRIANGLE LISÉRÉ À CORDONS</p> <p>Fleurs en tons de lime, orange, indigo</p> <p>19.⁹⁹</p> <p>RÉG. 29.95</p>	<p>ÉPARGNEZ 50%</p> <p>LE BIKINI LICOU NAUTIQUE</p> <p>Avec culotte garçon ou bikini taille bandeau</p> <p>29.⁹⁵</p> <p>RÉG. 60.00</p>
	<p>VALEUR SIMONS IMBATTABLE</p> <p>LE BIKINI LICOU NOUÉ SOUS LES PALMIERS</p> <p>Coussinets amovibles. Orange et kaki, lime et olive</p> <p>29.⁹⁵</p>	
	<p>VALEUR SIMONS IMBATTABLE</p> <p>LE MAILLOT DRAPÉ FLEURS DE POLYNÉSIE</p> <p>Bonnets prémoulés, panneau minceur au devant</p> <p>29.⁹⁵</p>	<p>ÉPARGNEZ 33%</p> <p>LE PARÉO COURT EN FILET</p> <p>Noir, blanc, marine</p> <p>9.⁹⁹</p> <p>RÉG. 15.00</p>
	<p>VALEUR SIMONS IMBATTABLE</p> <p>LE BIKINI LICOU NOUÉ SOUS LES PALMIERS</p> <p>Coussinets amovibles. Orange et kaki, lime et olive</p> <p>29.⁹⁵</p>	

32633A



DODGE MAGNUM SE 2005

ACHETEZ À

27 995\$*



**COTE DE SÉCURITÉ
5 ÉTOILES DE LA NHTSA**
aux essais de collisions frontales⁴.



OU LOUEZ À

289\$[†]

PAR MOIS. LOCATION DE 48 MOIS. COMPTANT
INITIAL DE 4 170\$ OU ÉCHANGE ÉQUIVALENT.

Option de location de 48 mois offerte [†]	
Mensualité	Comptant initial
384 \$	0 \$

Consommation

Ville : 11,4 L / 100 km^Ω

Autoroute : 7,7 L / 100 km^Ω

- Moteur V6 de 2,7 L, 200 ch • Transmission automatique à 4 vitesses avec surmultiplication
- Freins antiblocage aux 4 roues • Système antipatinage • Système électronique d'antidérapage
- Climatiseur • Radio AM / FM avec lecteur CD • Banquette arrière 60-40 rabattable • Roues de 17 pouces
- 2 027 L d'espace de rangement disponible[◆]

◆ Lorsque les sièges arrière sont rabattus.

MAINTENANT AU QUÉBEC C'EST DODGE

DODGE DAKOTA CLUB CAB^{MC} 4X2 2005

★★★★★
**LA PLUS HAUTE COTE
DE SÉCURITÉ DÉCERNÉE
PAR LA NHTSA**
 lors de tests de collisions
frontales et latérales⁴.



- Moteur Magnum V8 de 4,7 L, 230 ch
- Transmission automatique à 5 vitesses
- Banquette arrière 40-40 rabattable
- Dégivreur de lunette
- Doubleur de caisse sans protège-rebords
- Ensemble attelage de remorque
- Différentiel arrière autobloquant
- Roues de 16 po en aluminium
- Régulateur de vitesse
- Colonne de direction inclinable
- Climatisation
- Radio AM / FM avec lecteur CD
- Antidémarrage Sentry Key^{MD}

ACHETEZ À

23 998\$*

ET OBTENEZ 0% DE FINANCEMENT
À L'ACHAT JUSQU'À 36 MOIS.[‡]

OU LOUEZ À

199\$[†]

PAR MOIS. LOCATION
DE 24 MOIS. COMPTANT
INITIAL DE 2 311 \$
OU ÉCHANGE ÉQUIVALENT.
0 \$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ.

Option de location de 24 mois offerte [†]	
Mensualité	Comptant initial
296 \$	0 \$

DODGE RAM 1500 QUAD CAB^{MD} SLT 4X4 2005

5.7 LITER
**HEMI
MAGNUM**



- Moteur HEMI^{MD} V8 de 5,7 L, 345 ch
- Transmission automatique à 5 vitesses
- Siège du conducteur à commande électrique 6 directions
- Ensemble attelage de remorque
- Roues d'aluminium chromées de 20 po X 9 po
- Différentiel arrière autobloquant
- Rétroviseurs de remorquage repliables à commande électrique
- Ensemble allure sport incluant amortisseurs renforcés
- Doubleur de caisse sans protège-rebords
- Colonne de direction inclinable
- Climatisation
- Lecteur CD
- Plancher de chargement rabattable
- Antidémarrage Sentry Key^{MD}
- Et plus!

LOUEZ À

299\$[†]

PAR MOIS. LOCATION DE 24 MOIS.
COMPTANT INITIAL DE 4 305\$ OU ÉCHANGE
ÉQUIVALENT. 0 \$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ.

Option de location de 24 mois offerte [†]	
Mensualité	Comptant initial
478 \$	0 \$

OU OBTENEZ 0% DE FINANCEMENT
À L'ACHAT JUSQU'À 36 MOIS.[‡]

* Le prix comprend les allocations consenties aux concessionnaires et est établi pour la Dodge Magnum SE avec l'ensemble 22C. † Tarifs mensuels établis pour 48 mois pour la Dodge Magnum SE avec l'ensemble 22C. ‡ Tarifs mensuels établis pour 24 mois pour la Dodge Dakota Club Cab^{MC} SLT 4x2 2005 avec l'ensemble 26C + CFR + GFA + XME + AHC + DSA + WD1 et pour le Dodge Ram 1500 Quad Cab^{MD} SLT 4x4 2005 avec l'ensemble 26G + DHS + AGG + AHC + DMH + DSA + GPG + WPG + XME + M9. Le dépôt de sécurité est de 0\$ pour une période de temps limitée seulement et peut changer sans préavis. Premier versement exigé à la livraison. Location pour usage personnel seulement. Le locataire est responsable de l'excédent de kilométrage après 81 600 km (40 800 km/24 mois) au taux de 15¢ le kilomètre. † Sous réserve de l'approbation de Services financiers Chrysler. Services financiers Chrysler est un membre du groupe de Services DaimlerChrysler Canada. * † Transport et taxes sur le climatiseur (lorsqu'applicable), immatriculation, assurance, droits sur les pneus neufs, frais d'inscription au Registre (60\$), taxes et frais d'administration des concessionnaires en sus. Ces offres d'une durée limitée sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucune autre offre, à l'exception du programme d'aide aux handicapés physiques, et s'appliquent à la livraison au détail des modèles neufs 2005 sélectionnés en stock. Les offres peuvent changer sans préavis. Le concessionnaire peut louer ou vendre à prix moindre. Le concessionnaire peut devoir commander ou échanger un véhicule. Photos à titre indicatif seulement. ‡ Basé sur les cotes du guide de consommation de carburant 2005 publié par Ressources naturelles Canada. † Tests effectués par l'organisme américain National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) lors de tests de collisions frontales et latérales pour les modèles Dodge Magnum et lors de tests de collisions frontales et latérales pour les modèles Dodge Dakota. Voyez votre concessionnaire participant pour les détails et les conditions. MD Jeep est une marque déposée de DaimlerChrysler Corporation, une filiale à propriété entière de DaimlerChrysler Corporation.

Association publicitaire des concessionnaires Chrysler • Jeep^{MD} • Dodge du Québec

LA VALSE DES DÉMÉNAGEMENTS



PHOTO ARMAND TROTTIER, LA PRESSE ©

Le temps des déménagements est revenu à Montréal. Sur notre photo, les locataires du 120, rue McGill, se préparent à mettre le cap sur Laval.

Les déchets du 1^{er} juillet

MALORIE BEAUCHEMIN

Pas facile de déménager *écolo*. Anne-Marie ne sait pas que faire de son réfrigérateur. Il est en bon état, malgré sa couleur « jaune or » qui témoigne de son âge, mais elle déménage dans un logement où les électroménagers sont fournis.

« J'ai appelé tous les commerces d'électros usagés de mon bottin de quartier; personne n'en voulait, à cause de son âge », raconte-t-elle. Même l'entreprise qui le lui a vendu, en octobre dernier, a refusé de le reprendre, ajoute Anne-Marie.

Chaque année, les nombreux déménagements du 1^{er} juillet apportent sur les trottoirs de Montréal une foule d'objets et de déchets: meubles cassés, vieux réfrigérateurs, chaises de plastique, téléviseurs. Abandonnés par des locataires pressés, fatigués ou sans ressource pour les déplacer, ces « déchets encombrants » seront éventuellement ramassés par les services municipaux et envoyés aux ordures sans être triés. Or, plusieurs de ces objets pourraient avoir une deuxième vie.

Chaque année, il y aurait 150 000 tonnes de déchets en-

combrants laissés en bordure des rues à Montréal, et 630 000 tonnes de poubelles « en sacs verts », estime Jean-Pierre Paret, de la Direction de l'environnement à la Ville de Montréal.

« On encourage les gens à ne pas jeter à la rue ce qui peut encore servir, explique-t-il. Ils peuvent tout aller porter dans les écocentres ou dans des orga-

Chaque année, il y aurait 150 000 tonnes de déchets encombrants laissés en bordure des rues à Montréal, et 630 000 tonnes de poubelles « en sacs verts ».

nismes. » Certains d'entre eux offrent d'ailleurs un service de transport gratuit, mais impossible de faire ramasser les objets encombrants autour du 1^{er} juillet, les horaires des camions étant déjà complets. « Il faut s'y prendre à l'avance, établir les contacts avant son déménagement », souligne Johanne Rivérin, de Recyc-Québec. À l'écocentre de la Côte-des-Neiges, un service de transport peut aller chercher les matières résiduelles dans un délai raisonnable

moyennant des frais de 100 à 400 \$.

Des écocentres débordés

Près de 60 % de ce qui est apporté aux écocentres est recyclé ou réutilisé. Mais en ce moment, les six centres de la région de Montréal n'arrivent pas à satisfaire la demande. Plus tôt cette semaine à l'écocentre de la Petite-Patrie, lors du passage de *La Pres-*

se, les citoyens faisaient la queue dans leur voiture pour entrer sur le terrain et laisser leurs planches de bois, briques, portes-fenêtres cassées, restes de peinture ou autres meubles désuets.

« Pendant la période des déménagements, il y a une augmentation de 30 % des matières résiduelles apportées aux écocentres », note Johanne Rivérin. Pour permettre à plus de citoyens de déménager écolo, les écocentres ont fait une exception en ouvrant trois dimanches con-

sécutifs, du 19 juin au 3 juillet.

Dans les arrondissements les plus movimentés, les opérations spéciales de collecte des ordures s'organisent. « On met le paquet pendant un mois, explique Jacques-Alain Lavallée, de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve. Des camions sillonnent les rues de l'arrondissement quotidiennement, de la mi-juin à la mi-juillet. » Les gros morceaux abandonnés demeurent le principal problème, selon lui, mais une attention particulière est accordée aux ruelles. « C'est interdit et ça peut être dangereux de laisser des déchets encombrants dans les ruelles, affirme-t-il. Les gens continuent à le faire par habitude. »

Le principal danger, selon Hélène Boisvert, de la Direction de l'environnement à la Ville de Montréal, c'est de laisser traîner des résidus domestiques dangereux comme des restes de peinture, des solvants, des huiles et des produits nettoyants. Deux solutions écologiques permettent aux citoyens de s'en débarrasser proprement: les apporter à un écocentre ou les déposer à la collecte itinérante qui sillonne les quartiers de Montréal au printemps et à l'automne.

LES ÉCOCENTRES OUVERTS DEMAIN

Écocentre de la Côte-des-Neiges
6925, chemin de la Côte-des-Neiges

Écocentre d'Eadie
1868, rue Cabot

Écocentre de l'Acadie
1200, boul. Henri-Bourassa Ouest

Écocentre de Rivière-des-Prairies
11400, rue Léopold-Christin

Écocentre de Saint-Michel
2475, rue des Regrattiers

OÙ ALLER ?

Vous pouvez aller porter vos vieux meubles, électroménagers ou vêtements réutilisables aux endroits suivants :

- > Écocentres
- > Armée du Salut
- > Renaissance Montréal
- > Société de Saint-Vincent de Paul
- > AMRAC (Atelier de meubles recyclés d'Ahuhtsic/Cartierville)
- > Organisme Dans la rue

Pour recycleurs du dimanche

MALORIE BEAUCHEMIN

Les « dépôts sauvages » laissés dans les rues font peut-être le malheur des écologistes et des Travaux publics de la ville. Mais rien de mieux pour trouver un complément à votre mobilier, un télé d'âge avancé ou du bois pour alimenter vos feux au chalet.

Que peut-on trouver dans les rues et ruelles au lendemain du 1^{er} juillet ?

« Des électroménagers, cuisinières et frigos surtout, armoires, sommiers, sofas; j'ai même déjà vu des cuvettes de toilettes et des coffres-forts », répond Jacques-Alain Lavallée, de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve. Au début des rues, il est possible de tomber aussi sur des chaises de plastique, des fauteuils, des téléviseurs, des matelas.

Dans quels quartiers se retrouvent les objets les plus prisés —

ceux qui sont encore en état de servir? « Outremont, Westmount, le Plateau », là où les gens « jettent leurs choux gras », affirme un homme dans la soixantaine, rencontré au hasard d'une rue du Plateau Mont-Royal, traînant avec lui un panier d'épicerie pour ramasser quelques trouvailles.

Les trottoirs des quartiers centraux — Ville-Marie, Plateau Mont-Royal, Rosemont—Petite-Patrie, notamment —, recèlent des babioles de toutes sortes, puisque ce sont les arrondissements où le nombre de déménagements est le plus élevé, croit Diane André, chef d'équipe aux matières résiduelles à la Ville de Montréal.

Mais qui dit choix ne dit pas nécessairement qualité. Le constat est toutefois le même partout: les objets de qualité disparaissent très vite, que ce soit à Rosemont ou à Outremont. Avis aux intéressés.



SUITES DE LA UNE

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453
cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363
petitesannonces@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse, Inc. dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier, Président et éditeur.

Des éoliennes plus près de chez vous

ÉOLIENNES

suite de la page A1

Avec son annonce d'hier, Hydro-Québec se rend finalement à l'avis de certains experts et de militants écologistes, qui ont combattu le projet de centrale au gaz du Suroît, abandonné l'automne dernier. En mars 2004, un de ces experts, Jacques Fontaine, ancien cadre d'Hydro-Québec, proposait en effet de porter à 4000 MW la puissance éolienne au Québec et de l'étendre à toute la province, plutôt que de construire le Suroît.

En complétant ce virage éolien, le Québec se hissera dans le peloton de tête en Amérique du Nord, mais, sur le plan mondial, il demeurera derrière les chefs de file européens, selon Sean Whittaker, de l'Association canadienne de l'énergie éolienne. « En Espagne,

l'éolien se trouve déjà à 5 % de la génération totale et ils ajoutent en moyenne 44 MW par semaine, dit-il.

Au Danemark, ils sont à 16 % et ils souhaitent atteindre 35 %.

Mais M. Whittaker applaudit cette avancée québécoise, tout comme les écologistes. « Les Québécois ont eu raison de s'opposer au Suroît et de croire au potentiel des énergies vertes », a déclaré Steven Guilbeault, directeur de Greenpeace au Québec.

Cette nouvelle annonce devrait générer des investissements privés de plus de trois milliards d'ici sept ans. Ces investissements devraient créer 4000 emplois au cours de la construction, ainsi que 600 emplois permanents en usine et 200 emplois permanents pour la gestion et l'entretien des parcs d'éoliennes.

Un bémol, tant chez les écologistes que chez l'opposition péquiste : l'absence d'Hydro-Québec comme propriétaire de parcs d'éoliennes. « Ce n'est qu'au prix d'un tel engagement que le Québec peut espérer devenir un chef de file mondial dans le domaine éolien », a déclaré Rita Dionne-Marsolais, critique de l'opposition en matière d'énergie.

« Hydro-Québec, sa force, c'est l'hydroélectricité, a répondu le premier ministre Jean Charest. Il ne revient pas à Hydro-Québec de se lancer dans la fabrication de nacelles et de pales. Ce n'est pas ça qu'on veut. »

Mais selon Réal Reid, consultant et ancien spécialiste de l'énergie éolienne à l'Institut de recherche en électricité du Québec, Hydro-Québec n'a pas à construire ni même exploiter les parcs éoliens pour

en être propriétaire et en tirer des profits. « Moi, je n'ai pas d'expertise en automobile, mais ça ne m'empêche pas d'en avoir une, dit-il. Hydro-Québec pourrait faire construire, même faire exploiter par le privé, mais garder les profits. C'est une formule qui est répandue en Europe, surtout en Espagne. »

Comme le souligne M. Corbeil, il y a eu un « revirement » ces dernières années. L'éolien coûte de moins en moins cher : 6,5 cents le kilowattheure (kWh) en moyenne pour le premier appel d'offres en Gaspésie. Pendant ce temps, les projets thermiques proposés récemment à Hydro-Québec revenaient tous, sauf une exception, à près de 10 cents le kWh. « Aujourd'hui, on considère que l'hydroélectricité et l'éolien présentent des avantages à la fois environnemen-

taux et financiers », estime M. Vandal.

L'appel d'offres sera lancé officiellement après l'adoption l'automne prochain par le gouvernement d'une stratégie énergétique, dont l'énoncé sera publié en août pour consultation.

Potentiel de 400 000 MW

L'annonce d'hier survient une semaine après la publication par le ministère des Ressources naturelles d'une étude sur le potentiel éolien du Québec. Cette étude établit le potentiel théorique à 400 000 MW, mais la plus grande partie se trouve dans le Grand Nord. Toutefois, environ 100 000 MW se trouvent à 25 kilomètres ou moins des lignes de transmission existantes. Mais ces lignes, dans leur état actuel, peuvent seulement absorber 4000 MW de plus.

Planète de drogués

DROGUÉS

suite de la page A1

Seul le nombre d'usagers de drogues de synthèse (méthamphétamines, amphétamines et ecstasy) a reculé légèrement pour s'établir à 26 millions, reflétant notamment la baisse de popularité de l'ecstasy en Amérique du Nord.

La tendance globale à la hausse reflétée par les chiffres de l'UNODC, qui utilise des sondages nationaux et des projections statistiques pour parvenir à dresser une image d'ensemble de la situation, se reflète dans la perception qu'ont les États

de l'évolution de la consommation de stupéfiants sur leur territoire.

Près de 44 % des pays interrogés pour les fins du rapport estiment que la consommation était « en hausse modérée » ou « en forte hausse » alors que 19 % parlent d'une baisse.

L'UNODC souligne que le nombre de consommateurs de ces stupéfiants illicites demeure sensiblement plus faible que celui pour les « substances psychoactives licites » puisque près de 30 % de la population mondiale de 15 à 64 ans utilise du tabac et près de la moitié consomme de l'alcool.

L'importance croissante du marché des stupéfiants se reflète dans l'augmentation du nombre de saisies, pratiquement multipliées par quatre en 20 ans.

Les saisies d'opiacés ont augmenté de façon marquée en 2003, reflétant la reprise de la production en Afghanistan. Pour la cocaïne, elles sont demeurées stables alors que la production globale de ce stupéfiant enregistrait une légère augmentation pour atteindre 495 tonnes métriques en 2003 en raison du développement marqué de la culture du coca au Pérou et en Bolivie.

La production de cannabis, répar-

tie dans un grand nombre de pays par opposition à la cocaïne, continue pour sa part d'augmenter et aurait excédé 40 000 tonnes métriques en 2003.

C'est à ce même produit que revient la part de lion du « marché » des stupéfiants puisque l'UNODC situe à 142 milliards US la valeur au détail du cannabis et de résine de cannabis (haschisch) produit en 2003. Les productions de cocaïne, d'opiacés et de drogues de synthèse avaient une valeur correspondante de 71, 65 et 44 milliards US, pour un total de 322 milliards US.

Ce montant, souligne l'ONU, est « plus élevé que le PNB individuel de 88 % des pays de la planète » et équivaut à près des trois quarts du PNB total des pays de l'Afrique subsaharienne.

La consommation de stupéfiants a

des conséquences importantes sur la santé publique, prévient l'UNODC, qui relève que 62 % des consommateurs de stupéfiants en traitement en 2003 en Europe et en Asie utilisaient des opiacés. En Amérique du Nord, la cocaïne et le cannabis étaient les produits les plus souvent utilisés par les personnes en traitement.

Les Nations unies s'inquiètent par ailleurs de l'impact de l'usage de stupéfiants sur la propagation du VIH et relèvent qu'entre 5 et 10 % de tous les cas d'infection sont imputables à l'usage de seringues contaminées.

Dans plusieurs pays d'Europe, d'Asie, du Moyen-Orient et d'Amérique latine, il s'agit toujours du mode de transmission le plus important, expliquant de 30 à 80 % des cas.

Huit années de prison de plus pour avoir dirigé son commerce de stupéfiants de sa cellule

La déchéance d'un caïd

ANDRÉ CÉDILOT

Il fut un temps où rien n'était trop beau pour Steven Bertrand. Bon ami du chef des Hells Angels Nomads, Maurice Boucher, et client exclusif d'un important fournisseur de la Colombie, il importait de la cocaïne et la distribuait par l'entremise d'un réseau qui s'étendait de Laval à Mont-Laurier.

Tout lui souriait jusqu'à ce que son nom soit mentionné dans une enquête de la GRC de Toronto et qu'il

soit arrêté, en juillet 2002, à propos d'une saisie de 49 kg de cocaïne dans le port de Halifax. Son plus gros problème est d'avoir continué à diriger son trafic durant son incarcération — et de s'être encore fait prendre, bien sûr — en se servant de son avocat, Benoît Cliche, comme intermédiaire.

Déjà condamné à huit ans de prison dans la première affaire, Bertrand en a pris pour huit ans et demi de plus, hier, à la suite d'un jugement de la Cour supérieure. Le

coup est d'autant plus dur à encaisser que le juge Fraser Martin a rejeté la « requête en réduction de peine » qu'il avait présentée en marge de l'attentat par balles dont il a été victime dans un restaurant sushi d'Outremont, en mars 2002.

Par la voix de deux avocats, le caïd déchu alléguait que le drame aurait pu être évité puisque l'un des auteurs de l'agression armée était un agent-source de la police de Montréal qui avait infiltré les Bandidos, gang rival des Hells Angels. Les

principaux points de l'argumentation de M^{es} Claude Olivier et Josée Ferrari reposaient sur le témoignage de l'indicateur, Éric Nadeau.

Après avoir entendu les avocats pendant une semaine, à la mi-mai, le juge Martin a conclu qu'il n'y a aucune preuve que les policiers savaient que Bertrand était au Tokyo Bar, le 19 mars 2002. « Dans l'étude de la déclaration solennelle de Nadeau, il faut faire attention de distinguer les affirmations de fait et les autres qui sont le produit de la spéculation », a-t-il noté dans son jugement de neuf pages.

Assis menottes aux poings dans le box des accusés, Bertrand, 38 ans, a assisté stoïquement au prononcé de la sentence. Pendant l'exposé du ju-

ge, il jetait un regard inquiet en direction de sa femme, sa mère et sa soeur qui ont suivi le processus judiciaire du début à la fin. Le 28 janvier 2005, Bertrand avait plaidé coupable à des accusations de complot, de trafic de drogue, de gangstérisme et de possession d'oeuvres d'art volées qu'il a dû restituer.

Le 15 juillet prochain, le tribunal doit également décider s'il y a lieu de saisir deux propriétés de Bertrand que M^{re} Brigitte Bishop, du ministère public, dit avoir été acquises grâce aux narcodollars. Il s'agit, en l'occurrence, d'une maison de la rue Bayeux, à Boucherville, évaluée à plus de 500 000 \$, ainsi que d'un modeste chalet au lac Louise, dans la région de l'Outaouais.

L'ARGENT, C'EST COMME LE MONDE. ÇA SE DÉMÉNAGE.

TRANSFERT SIMPLIFIÉ TAPIS ROUGE

À lire dimanche dans le cahier À VOS AFFAIRES de *La Presse*.



BANQUE
LAURENTIENNE

Alliance Québec poursuivi pour loyer impayé

TRISTAN PÉLOQUIN

Déjà endetté de plus de 275 000 \$, le lobby anglophone Alliance Québec risque fort d'être expulsé *manu militari* de ses bureaux de la rue Sherbrooke au début du mois de juillet. Le propriétaire des lieux vient d'intenter une poursuite de 70 000 \$ contre l'organisme pour loyer impayé.

Selon les documents déposés hier en Cour supérieure, Alliance Québec doit plus de 20 000 \$ (plus intérêts) à la corporation du 1980, Sherbrooke Ouest pour les loyers en souffrance depuis février. À cette somme s'ajoutent une dette de 20 270 \$ pour des frais de rénovation non remboursés et 30 000 \$ en dommage et frais d'avocats.

La corporation demande à la Cour d'émettre d'urgence une ordonnance forçant Alliance Québec à payer les loyers en retard d'ici le 1^{er} juillet, faute de quoi l'organisme sera expulsé dans les cinq jours suivants, « avec l'assistance des policiers en cas de besoin », peut-on lire dans la poursuite.

Darryl Gray chez les moonistes

Le président d'Alliance Québec, le révérend Darryl Gray, n'a pu être joint hier. Il se trouvait à Los Angeles, où il participait à une tournée pour l'Église de l'unification, également connue sous le nom de Secte de Moon, en référence à son fondateur, Sun Myung Moon. Fondé en 1954, ce mouvement religieux s'est notamment fait connaître par les controversés mariages de groupe qu'il organise. Son fondateur, extrêmement riche, est notamment propriétaire du *Washington Times* et de l'agence de presse UPI.

Rappelons que le révérend Gray s'est fait montrer la porte de l'église Union United de Montréal, dont il était le pasteur depuis 1998, parce qu'il n'est pas parvenu à terminer une formation exigée par le presbytère. Son contrat doit en principe se terminer aujourd'hui.

Hier, dans les grands bureaux à moitié vides de l'organisme, les deux employés présents se sont montrés surpris du montant de la poursuite. « Je ne sais absolument pas ce qui va se passer avec cela, a affirmé Sam Ephraïm, responsable de la planification stratégique. Le conseil d'administration doit se réunir ce soir (hier) pour prendre une décision. »

Alliance Québec, organisme fon-

dé dans les années 80 et financé à plus de 90 % par le ministère du Patrimoine canadien, a demandé au début du mois à la ministre Liza Frulla d'essayer une dette de 62 000 \$ contractée envers le Ministère à la suite d'une vérification comptable. La ministre a clai-

rement indiqué qu'elle n'a pas l'intention d'acquiescer à la demande du lobby linguistique.

En vertu d'une entente de financement conclue pour l'année 2004, le ministère du Patrimoine canadien doit toujours la somme de 100 000 \$ à Alliance Québec.

Le Ministère refuse cependant de verser l'argent tant que l'organisme n'aura pas produit deux rapports d'activités qui devaient être remis au plus tard à la fin mars. « À part une pile de documents qui n'a rien d'un rapport d'activités, nous n'avons toujours rien re-

çu à ce jour qui peut être considéré comme valable », a indiqué hier Véronique Raymond, porte-parole du ministère.

Au cours des trois dernières années, Alliance Québec a reçu plus de 1,2 million du gouvernement fédéral.

Il est facile de deviner qui vient de transférer son compte à TD Canada Trust



LA PRESSE AFFAIRES

POUR SE FAIRE UNE IDÉE

Tous les jours dans LA PRESSE

LOTO QUÉBEC Résultats TVA, le réseau des tirages

Deux Plus Tirage du 2005-06-29

1 ^{er} numéro 523995 25 000 \$	2 ^e numéro 731300 50 000 \$	3 ^e numéro 587234 100 000 \$
---	--	---

decomposables

Numéros «Télé»
574143 176095 215934
non decomposables

Numéro boni 03

LOTTO 649 Tirage du 2005-06-29

19 42 43 44 46 47
COMPLÉMENTAIRE : 26

Le Mira Lots Bonis
CE VENDREDI, 50 CHÈQUES-CADEAUX HÔTELLERIE CHAMPÊTRE

Québec 49 Tirage du 2005-06-29

04 08 15 28 30 32
COMPLÉMENTAIRE : 05

BENCO Tirage du 2005-06-29

04 08 14 16 19 20 27 29 30 31
33 34 45 52 55 57 61 63 64 65

Quotidienne Tirage 2005-06-29

3 4 NUMÉRO
005 0323 145562

Extra Tirage 2005-06-29

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

Changez pour des services bancaires confortables.

Pendant une durée limitée, transférez votre compte-chèques principal personnel ou de petite entreprise et obtenez un iPod shuffle en prime.

Transférez votre compte-chèques principal à TD Canada Trust et obtenez gratuitement un iPod shuffle¹

En transférant votre compte-chèques principal personnel ou de petite entreprise à TD Canada Trust, vous optez pour une meilleure banque. Nous vous offrons un accès commode à vos comptes, 24 heures sur 24, au moyen de milliers de guichets automatiques, ainsi que de nos services bancaires par téléphone et de nos services en ligne primés². De plus, vous bénéficiez d'un service en succursale rapide puisque vous n'avez aucun bordereau de dépôt ou de retrait à remplir.

En outre, notre programme de suivi auprès du client fait en sorte que vous recevez le genre de service que vous méritez. Grâce à nos heures d'ouverture prolongées et à un nombre accru de succursales, vous pouvez vous rendre à la banque au moment qui vous convient.

Si vous effectuez le transfert avant le

12 août 2005, vous recevrez un iPod shuffle en prime, cet élégant appareil qui est plus petit et plus léger qu'une tablette de gomme à mâcher.

Que vous soyez un client existant ou un nouveau client, il vous suffit de transférer votre compte principal d'une autre institution financière à TD Canada Trust. Dans le cas des comptes personnels, il faut également faire programmer un dépôt direct ou des paiements préautorisés dans le compte. Et, grâce à notre processus TransfertFacile^{MC}, le transfert de votre compte se fait sans tracas, parce que nous nous occupons de tout pour vous.

Communiquez avec nous aujourd'hui même pour en savoir davantage. Pour vivre une expérience bancaire plus confortable, il vous suffit de transférer votre compte.



Passez à votre succursale pour obtenir de plus amples renseignements, téléphonez au 1 866 392-8321, ou consultez notre site à l'adresse www.tdcanadatrust.com/francais/musiquegratuite



TD Canada Trust
Des services bancaires confortables

3321335A

1. Les clients doivent transférer leur compte-chèques principal, à l'aide de TransfertFacile, d'une autre institution financière à un compte-chèques admissible, actuel ou nouveau, à TD Canada Trust. Dans le cas des clients personnels, le compte TD Canada Trust doit également être configuré avec au moins un dépôt direct ou deux paiements préautorisés (il peut s'agir d'opérations nouvelles ou déjà programmées dans le compte TDCT). Limite d'une prime par client. Les clients personnels doivent être âgés de 19 ans ou plus. Un compte conjoint ne donne droit qu'à une seule prime. TD Canada Trust se réserve le droit de prolonger ou de retirer cette offre en tout temps, sans préavis. Certaines conditions peuvent s'appliquer. 2. « Meilleur site de consommation intégré au monde » (World's Best Consumer Integrated Site), selon le magazine *Global Finance*, octobre 2004. iPod est une marque de commerce d'Apple Computer Inc., déposée aux États-Unis et dans d'autres pays. ^{MC}Marque de commerce de la Société Canada Trust.

3321337

ACTUALITÉS

CENTRES DE LA PETITE ENFANCE

Les parents en sursis jusqu'à l'automne

MAXIME COUTIÉ

Il n'y aura pas de grève générale cet été dans les centres de la petite enfance syndiqués à la CSN. Les 7800 éducatrices attendront à l'automne avant de débrayer.

La centrale syndicale souhaite ainsi profiter de la rentrée pour obtenir un meilleur rapport de force avec le gouvernement.

« Nous avons discuté de la possibilité de débrayer dès la semaine prochaine, mais la majorité des parents sont en vacances et les étudiants sont disponibles pour remplacer les travailleuses en garderie, dit le vice-président de la Fédération de la santé et des services sociaux de la CSN, Jeff Begley. Nous aurions gaspillé le mandat fort qu'on nous a donné. Notre rapport de force cet été n'est pas ce qu'il pourrait être à la rentrée. »

Les syndiquées des services de garde se joindront ainsi au mouvement plus vaste des employés de l'État qui descendront à leur tour dans la rue cet automne pour obtenir le renouvellement de leurs conventions collectives. « Ce sont deux dossiers différents, tient cependant à préciser Jeff Begley. On ne veut pas devenir le fer de lance des négociations dans le secteur public. »

À Québec, Louis Bédard, attachée de presse de la ministre de la Famille, Carole Thérberge, a répété que le gouvernement n'entendait pas déroger à son cadre financier, même si la menace de grève de la CSN est prise au sérieux. « Nous allons prendre l'été pour réfléchir à tout ça. »

Le dossier de l'équité salariale est toujours au cœur du litige, bien que la question des augmentations de salaire n'ait pas

« Notre rapport de force cet été n'est pas ce qu'il pourrait être à la rentrée. »

encore été réglée. Le fossé demeure important entre les deux parties.

Québec souhaite offrir 6,5 % pour l'équité, soit 43,5 millions de dollars pour l'ensemble des travailleuses en garderie. De son côté, la CSN réclame 17 %, pour un total de 118 millions.

Actuellement, les éducatrices les mieux payées gagnent 18,36 \$ l'heure. L'augmentation souhaitée ferait passer leur salaire à 21,78 \$.

Parents et éducatrices manifestent

Par ailleurs, quelques milliers de travailleuses en garderie, ainsi que des parents et des enfants, se sont réunis au parc Maisonneuve hier soir pour protester contre les compressions de 41 millions de dollars dans le réseau des CPE.

Pour la présidente de l'Association québécoise des CPE, Hélène Potvin, cette décision du gouvernement pourrait se traduire par la perte d'au moins 800 emplois dans le réseau.

La directrice du centre de la petite enfance Riverview, à Verdun, qualifie de « ridicule » la proposition du gouvernement Charest de réduire les dépenses de fonctionnement des garderies. « Où voulez-vous que je coupe, demande Jean Willcocks. J'arrive de peine et de misère à boucler les fins de mois. »

Les parents, nombreux à la manifestation, tenaient eux aussi à souligner leur attachement au réseau des garderies. « Je ne comprends pas l'attitude du gouvernement, dit Virginie Morel, accompagnée de son conjoint et de ses deux enfants. Investir dans les enfants, c'est bâtir le Québec de demain. C'est une question de cohérence. »



PHOTO PIERRE-PAUL POLJIN LA PRESSE © Deux tout-petits qui fréquentent le CPE L'Éléphant Bleu, à Montréal. Eux et leurs parents pourront souffler un peu cet été.

« Nous avons fait notre travail »

Paul Martin réitère sa promesse de tenir des élections à l'hiver

NATHAËLLE MORISSETTE

OTTAWA — Mission accomplie, affirme le premier ministre Paul Martin, qui a vécu une session parlementaire tumultueuse où la survie de son gouvernement a été menacée à deux reprises.

M. Martin a également réitéré sa promesse de déclencher des élections 30 jours après le dépôt du rapport Gomery sur le scandale des commandites, prévu en décembre. Il n'a toutefois pas écarté la possibilité qu'un scrutin puisse se tenir à l'automne puisque l'opposition a le pouvoir de faire tomber le gouvernement à tout moment.

« C'est l'option de l'opposition de décider si on va avoir des élections prématurées, a-t-il déclaré lors d'un point de presse hier après-midi. S'il devait y avoir des élections, il serait prématuré qu'elles aient lieu avant le dépôt du rapport de la commission Gomery », a-t-il dit en ajoutant, le sourire en coin, qu'il avait hâte de faire du porte à porte en hiver. Il a néanmoins affirmé que certains de ses députés lui avaient confié qu'ils ne souhaitaient pas faire campagne pendant la saison hivernale.

Ainsi, alors que les députés désertent peu à peu la colline parlementaire pour les vacances d'été, le premier ministre a profité de la fin des travaux à la Chambre des communes pour dresser un bilan positif du travail accompli par le gouvernement minoritaire



PHOTO REUTERS © Paul Martin a fait le point hier sur sa session parlementaire pour le moins mouvementée.

qu'il dirige. Tout au long de la journée d'hier, M. Martin a également rencontré les membres de son cabinet.

« C'est une session qui a suscité beaucoup de tensions, mais c'est une session au cours de laquelle nous avons fait beaucoup, a mentionné le premier ministre. Nous avons fait notre travail. » L'adoption du budget, l'entente avec les villes, l'adoption du projet de loi reconnaissant les mariages gais et la mise en place d'un programme national de garderies ne sont que

quelques-unes des réalisations de son gouvernement, souligne-t-il.

Conscient, que le scandale des commandites a fait mal à son parti au Québec depuis le début de l'année, le premier ministre semble confiant d'être en mesure de remonter la pente et ne croit pas que la menace d'un référendum sur la souveraineté soit imminente.

« La commission Gomery a eu son effet, mais les Québécois veulent nous voir régler le problème, a-t-il dit. Je persiste à croire que les libéraux provinciaux vont

POINTS SAILLANTS DE LA SESSION PARLEMENTAIRE

> 21 avril : Discours à la nation de Paul Martin

> 26 avril : Pacte fiscal de 4,6 milliards entre les libéraux et le Nouveau Parti démocratique

> 17 mai : Belinda Stronach quitte le Parti conservateur pour rejoindre les libéraux

> 19 mai : Vote de confiance sur le budget, les libéraux survivent par un score de 153 à 152

> 23 juin : Les libéraux forcent la tenue d'un vote inattendu sur le budget vers minuit afin de couper l'herbe sous les pieds des conservateurs

> 23 juin : Prolongement de la session parlementaire pour adopter C-38

> 28 juin : Adoption de loi C-38 sur les mariages gais

> 28 juin : Fin de la session

forte. Ils veulent qu'on s'occupe des villes. Ce que nous avons, ce sont des politiques pancanadiennes, mais par moment nous devons nous préoccuper des besoins particuliers d'une région ou d'une province », a-t-il toutefois admis.

Il souligne par ailleurs que le Québec est le plus important bénéficiaire des ententes de transfert conclues avec son gouvernement. Le premier ministre a indiqué qu'en matière de santé ou de péreçuation, le Québec recevra 10 milliards de plus dans la prochaine décennie, dont deux milliards d'ici deux ans.

Mariage gai

Par ailleurs, le verdict rendu mardi — au dernier jour de la session — par les parlementaires qui ont appuyé le projet de loi sur les mariages gais par un score de 158 à 133 prouve hors de tout doute que les Canadiens sont ouverts et prêts à passer à autre chose.

« Je crois que pour bon nombre de Canadiens c'est une question réglée et si un gouvernement veut changer la loi, il faudra que ce gouvernement invoque la clause nonobstant pour renverser un droit qui a été établi par la Charte, et il ne pourra pas s'en tirer facilement », a-t-il dit.

M. Martin faisait référence au propos du chef conservateur Stephen Harper qui a signifié son intention de rouvrir le débat si son parti formait le prochain gouvernement.

En vacances pour quelques mois, les parlementaires retourneront dans la capitale le 26 septembre pour le début de la session.

remporter les prochaines élections et c'est le meilleur moyen d'éviter tout référendum. »

Le premier ministre a tué dans l'oeuf la possibilité de conclure uniquement des ententes à la pièce avec la province afin d'entrer dans les bonnes grâces de Québécois.

« Les aspirations des Québécois sont celles de tous les Canadiens, estime-t-il. Ils veulent une écono-

Vous bougez le 1^{er} juillet.
C'est le moment d'appeler vos amis.

TELUS
mobilité™
le futur est simple™

Les familles à l'honneur à la fête du Canada

MARIE-CLAUDE LEMIEUX

La seconde fête nationale de l'été, celle du Canada, s'annonce encore une fois plus discrète que la Fête nationale du Québec. Presque silencieusement, sans fanfare ni drapeaux, on a érigé dans le Vieux-Montréal les emplacements qui accueilleront les célébrations du 1^{er} juillet. Les familles, les touristes et... le pont Jacques-Cartier sont à l'honneur.

Ancrée au cœur du Vieux-Montréal, la fête du Canada profite ainsi de l'affluence touristique. « C'est un espace déjà populaire, commente Sylvie Brunetta, porte-parole de Céléfête. Les gens y viennent spontanément pour une foule d'activités. »

En plus de la Confédération, on célébrera les 75 ans du pont Jacques-Cartier. Pour l'occasion, Robert Charlebois enton-

LA FÊTE S'ANNONCE MOUILLÉE

> Vendredi 30 juin
Max 31° C Min 25° C
30 % de probabilité d'averses

> Samedi 1^{er} juillet
Max 26° C Min 22° C
60 % de probabilité d'averses

> Dimanche 2 juillet
Max 22° C Min 15° C
Averses

Source : Environnement Canada

nera au cours d'un concert, ce soir, son célèbre hymne à Cartier. Ce spectacle aura lieu sur la scène Céléfête du quai Jacques-Cartier, située en face de la pla-

ce Jacques-Cartier, au-delà de la Promenade des artistes.

Demain, dès 11 h 30, l'astronaute et président d'honneur de l'événement Marc Garneau donnera le coup d'envoi de la fête sur la scène du quai Jacques-Cartier. Toute la journée, les familles seront les bienvenues au parc du bassin Bonsecours et sur la promenade du Vieux-Port. Les organisateurs promettent que l'endroit grouillera d'animation ambulante : saynètes, service de maquillage de fantaisie, fanfare loufoque avec des musiciens et amuseurs de rue. Les enfants pourront sauter sur des jeux gonflables géants et s'adonner à des activités comme l'hébertisme.

Les feux d'artifice ne manqueront pas le rendez-vous. Ils éclaireront tout le Vieux-Montréal dès 22 h 30 demain soir, à moins que la temps ne force leur report.

Poursuite du lock-out au collège Saint-Sacrement

Les 65 enseignants du collège Saint-Sacrement, en lock-out depuis lundi, menacent de poursuivre la direction de l'école privée si elle ne leur verse pas leurs paies d'été. « Ils nous doivent en moyenne 5000 \$ à chacun », a dit hier Stéphane Dionne, président du syndicat des professeurs. La direction du col-

Hausse de 0,8 % de la taxe scolaire

Bonne nouvelle pour les propriétaires : la hausse de la taxe scolaire n'est que de 0,8 % cette année à Montréal. Le nouveau taux, qui entre en vigueur demain, est de 0,32874 \$ par 100 \$ d'évaluation, tel que fixé par le

Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal. L'an dernier, les factures de taxes scolaires avaient beaucoup augmenté en raison de l'entrée en vigueur d'un nouveau rôle d'évaluation.

— Marie Allard

lège a assuré que les paies allaient être remises dès aujourd'hui. « Nous sommes prêts à nous rasseoir à la table de négociation », a indiqué Normand Brodeur, directeur à la vie pédagogique. La convention collective des enseignants de Saint-Sacrement est échue depuis le 31 août 2002.

— Marie Allard

AFFAIRE ARAR

L'enquêteur de la GRC nie toute responsabilité

« Toutes les règles de partage d'information sont tombées après le 11 septembre »

LAURA-JULIE PERREAULT

OTTAWA — Après le 11 septembre 2001, toutes les règles qui s'appliquaient à l'échange d'information entre la Gendarmierie royale du Canada et d'autres agences étrangères dont le FBI ont disparu, a témoigné hier un des principaux enquêteurs de la GRC. C'est dans ce contexte que les autorités américaines ont mis la main sur des informations concernant Maher Arar.

« La vie comme nous la connaissons avant le 11 septembre a cessé d'exister du jour au lendemain. Toutes nos ressources ont été re-

dirigées pour enquêter sur des attaques potentielles. Notre seule préoccupation était de prévenir d'autres attaques terroristes », a dit hier l'officier Michael Cabana devant la commission d'enquête Maher Arar. Selon lui, quelques jours après le 11 septembre, des informations laissaient croire que le Canada pouvait être la cible d'une attaque et plus de 2000 personnes ont conséquemment été affectées à la lutte antiterroriste.

Celui qui a dirigé de l'automne 2001 à février 2003 l'opération A O Canada — une unité spéciale à laquelle ont collaboré plusieurs corps de police — était aux pre-

mières loges des enquêtes relatives au terrorisme en sol canadien.

Quand les procédures tombent

Hier, au tout début d'un interrogatoire qui a duré près de sept heures, M. Cabana a expliqué à la commission que les procédures habituelles, obligeant une agence étrangère à notifier la GRC lorsqu'elle décide d'utiliser l'information canadienne pour poursuivre un individu, étaient l'exception plutôt que la règle aux lendemains du 11 septembre.

Les enquêteurs canadiens, a-t-il ajouté, ont partagé à maintes reprises les résultats de leurs en-

quêtes avec les autorités américaines, voyageant même jusqu'aux États-Unis pour présenter les fruits de leur travail. M. Arar, a-t-il ajouté, n'était pas la cible des recherches de l'opération A O Canada. « Pour nous, M. Arar était un témoin qui pouvait nous donner de l'information importante », a martelé à maintes reprises l'officier. C'est plutôt Abdullah Al-Malki, une connaissance de Maher Arar, qui était au cœur des préoccupations de la GRC.

Sans nier des échanges d'information sur M. Arar avec les autorités américaines, M. Cabana a rejeté toute responsabilité hier relativement au renvoi de ce dernier vers la Syrie en octobre 2002. « C'était une décision des Américains », a-t-il dit.

Il a aussi décliné que les autorités américaines ont appelé la GRC une heure avant l'arrivée de Maher Arar à l'aéroport J.F.K. en provenance de Zurich le 26 septembre 2002. Les agents américains ont alors signifié à la GRC qu'ils comptaient interroger M. Arar avant de le renvoyer à Zurich, son point d'entrée. La GRC a alors fourni une liste de questions qu'elle voulait poser à M. Arar, mais auquel ce dernier avait refusé de répondre un an plus tôt.

Ce n'est que trois jours après l'arrestation de M. Arar aux États-Unis que les agents de la GRC ont appris que ce dernier n'avait pas été libéré. Ils ont alors envisagé la possibilité d'aller interroger eux-mêmes l'ingénieur d'Ottawa à New York, mais se sont ravisés le 7 octobre quand ils ont cru que M. Arar serait renvoyé au pays.

Deux jours plus tard cependant, M. Cabana et ses collègues ont découvert que Maher Arar avait été transféré en Syrie, son pays de naissance dont il détient aussi la nationalité. Il y a été détenu pendant un an avant de pouvoir rentrer au Canada en octobre 2003. À son retour, il a allégué avoir été torturé par les forces de l'ordre syriennes.

L'témoignage public de l'officier de la GRC était fort attendu à la commission d'enquête. Le juge de l'instance, qui tente d'éclaircir le rôle des autorités canadiennes dans l'affaire Arar, a ordonné au policier de prendre la parole en public. L'hiver dernier, M. Cabana a témoigné derrière des portes closes.

L'officier de la GRC sera de retour à la commission demain matin. Les avocats de Maher Arar auront alors l'occasion de le contre-interroger.

ACTUALITÉS

VACHES DE RÉFORME

Québec recevra 11,4 millions d'Ottawa

ARIANE KROL

Presque sept mois après l'annonce du programme fédéral-provincial visant à garantir aux éleveurs du Québec un prix minimum de 42 cents la livre pour leurs bovins de réforme, le ministre fédéral de l'Agriculture, Andrew Mitchell, a finalement confirmé sa contribution de 11,4 millions, hier.

Il était moins une. Jusqu'ici, Québec a alimenté seul ce programme qui a permis d'acheter la paix avec les éleveurs, mais son enveloppe de 7,6 millions est presque à sec. Le ministre Mitchell a puisé sa quote-part dans les centaines de millions qu'il avait déjà annoncés pour atténuer les effets de la crise de la vache folle au pays.

« Ce n'est pas tant les sommes d'argent que la capacité que nous nous sommes donnée d'adapter les outils que le fédéral met à la disposition des provinces. Parce que souvent, ce qui nous empêche de fonctionner, c'est le manque de souplesse dans les programmes », se réjouit le ministre québécois de l'Agriculture, Yvon Vallières.

La crise de la vache de réforme a atteint son paroxysme durant les premiers jours de décembre 2004 lorsque les éleveurs québécois, excédés par les prix de famine

que leur payait l'abattoir Colbex, ont érigé un blocus autour de l'entreprise pour paralyser ses activités. Seule une double annonce a réussi à mettre fin aux hostilités: Québec a promis que le prix plancher serait subventionné jusqu'au 31 août alors que Colbex et les éleveurs se sont entendus pour que ces derniers rachè-

Jusqu'ici, Québec a alimenté seul ce programme qui a permis d'acheter la paix avec les éleveurs, mais son enveloppe de 7,6 millions est presque à sec.

tent 80 % de l'entreprise.

Le financement de cette transaction qui doit être conclue pour le 1^{er} septembre progresse, indique le président de la Fédération des producteurs de bovins du Québec. « On est à explorer au maximum le financement traditionnel par les banquiers et par les organismes gouvernementaux habilités à le faire et on s'attend à avoir une proposition dans les prochains jours », dit Michel Dessureault.

Il lorgne aussi le programme de garanties de prêts présenté hier par le ministre Mitchell pour financer l'augmentation de la capacité des abattoirs. Mais Colbex a déjà investi 3,5 millions au cours des dernières années. L'aide fédérale peut-elle être rétroactive? « L'abattoir en question a doublé sa capacité d'abattage depuis le début de la crise, donc on est en plein dans ça », fait valoir Michel Dessureault. Au ministère de l'Agriculture, on est sceptique. « Les ententes sont avec les institutions prêteuses. Alors rétroactivement, je ne sais pas comment ça pourrait fonctionner. S'il y a déjà eu augmentation de la capacité d'abattage, c'est donc que le prêteur a pu émettre un prêt », note Gilles Lavoie, de la direction générale des services à l'industrie et au marché d'Agriculture Canada.

Au total, le ministre Mitchell a annoncé hier qu'il réaffectera 147 millions en fonds déjà annoncés. « Il appartiendra au Québec d'aller chercher sa quote-part », a déclaré le ministre Vallières. Il espère que cet argent pourra servir à financer le programme de traçabilité, dont l'objectif est de suivre le bétail sa naissance jusqu'à l'assiette du consommateur.

EN BREF

Autre perte pour Harper

Le chef conservateur Stephen Harper va perdre un autre membre de son équipe: la Presse Canadienne a appris que son directeur des communications, Geoff Norquay, démissionne après moins d'un an en poste. De sources proches du parti, M. Norquay aurait avisé les proches conseillers de M. Harper de son intention, mais on ignore où il ira. M. Norquay s'est refusé à tout commentaire. Le style distant de M. Harper a été la cible des critiques au moment où les conservateurs accusent un retard par rapport aux libéraux, en dépit des retombées du scandale des commandites. M. Harper a récemment perdu deux autres experts en relations publiques, Jim Armour et Mike Storeshaw. Presse Canadienne

Une usine Toyota

Toyota a donné le feu vert à la construction d'une première usine d'assemblage d'automobiles en Ontario depuis plus de 15 ans. Après des mois de négociations politiques, des représentants des gouvernements fédéral et provincial se joindront, aujourd'hui, aux cadres du constructeur d'automobiles pour annoncer le projet de

construction de 600 millions à Woodstock, ont confirmé des sources à la Presse Canadienne. Ces mêmes sources ont aussi indiqué que Toyota a pour objectif initial d'embaucher 1300 personnes et qu'un nombre d'emplois deux fois plus important pourrait être créé chez des fournisseurs et des entreprises de service qui desserviraient l'usine. L'usine construira des RAV4 et des Scion à partir des années modèles 2007 et 2008. L'Ontario finance le projet à hauteur de 70 millions tandis que le gouvernement fédéral alloue 55 millions, d'après PC

L'eau des Grands Lacs

Une proposition visant à limiter le détournement d'eau des Grands Lacs est loin de protéger les précieuses ressources en eau douce du Canada, et elle exclut les droits des autochtones, ont affirmé des opposants. Cette entente de principe, qui doit être rendue publique aujourd'hui par le gouvernement ontarien et dont la Presse Canadienne a pu prendre connaissance à l'avance, limite les projets de dérivation au Québec, en Ontario et dans sept des huit États riverains des Grands Lacs, mais ne protège pas la souveraineté canadienne sur le bassin des Grands Lacs, d'après PC

Plus de 1,5 millions en inventaire

L'ENTREPÔT
au vent fou
NAUTISME EXTREME
QUALITÉ ET CHOIX SUPÉRIEUR

- Skis nautiques
Combos à partir de 149 \$
- Wakeboard
Plus de 200 ensembles à partir de 169 \$
- Wet Suits • Tubes
- Planches à voile • Kayak

514-640-3001 3839 St-Jean Baptiste, Montréal
www.auventfou.com 1-800-336-2126

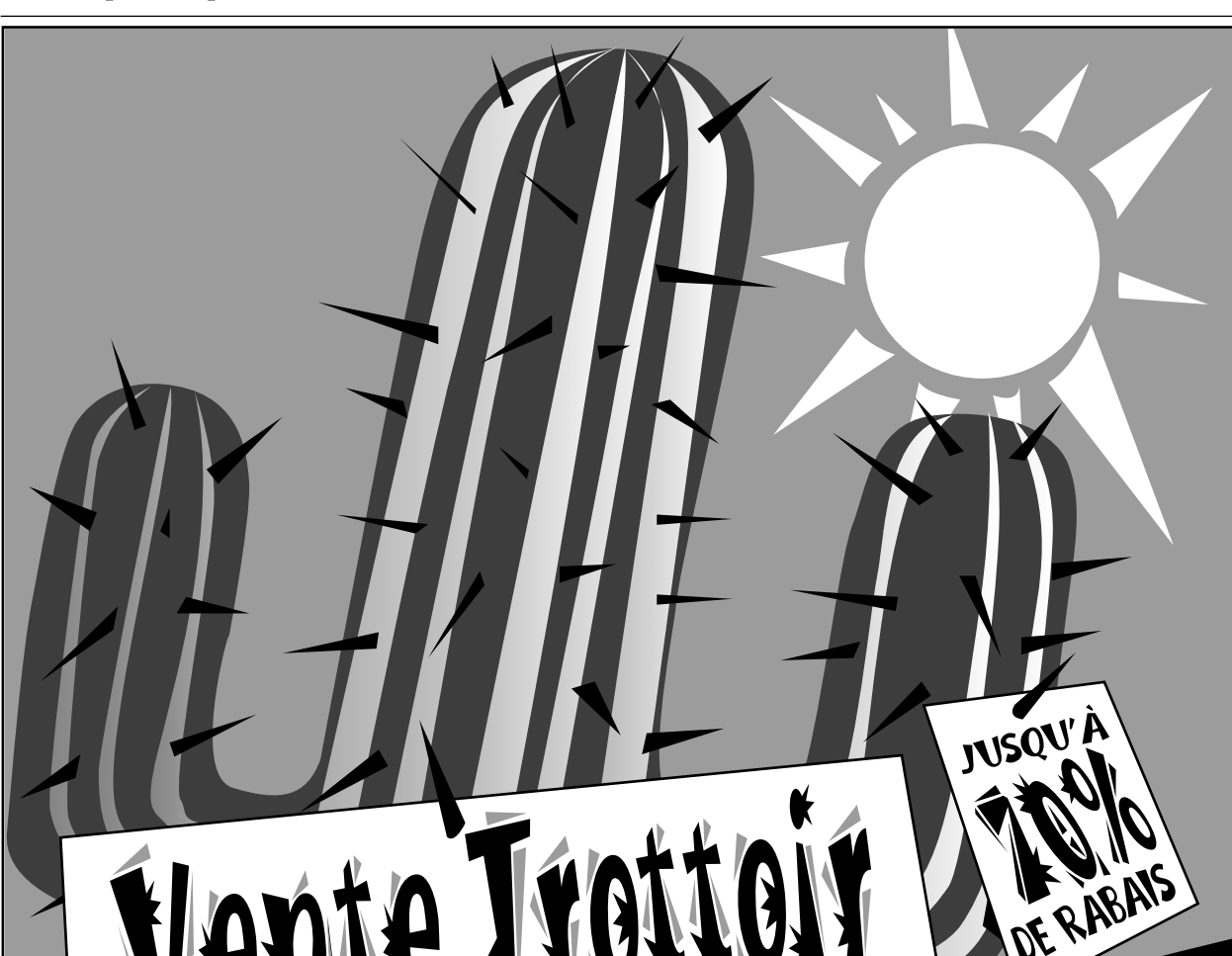
Innovation n° 743



La Classe M 2006 au tout nouveau design. Sa carrosserie plus longue, plus large et plus basse se traduit par un habitacle plus spacieux et plus confortable. Voilà juste une des 432 façons dont la Classe M a fait peau neuve. Détails à www.mercedes-benz.ca/classem. Mercedes-Benz. N'attendez plus.

Mercedes-Benz

© Mercedes-Benz Canada Inc., 2005. Ensemble Apparence Sport optionnel montré.



Vente Trottoir MEXICAINE
DU 30 JUIN AU 10 JUILLET
MARIACHIS

Venez vous divertir au son des Mariachis Azteca.

Judi, 30 juin et 7 juillet : 16h à 20h
Vendredi, 8 juillet : 16h à 20h
Samedi, 2 et 9 juillet : Midi à 16h
Dimanche, 3 et 10 juillet : Midi à 16h

CASA MEXICAINE
En exposition sur la promenade jusqu'au 10 juillet.

JUSQU'À 70% DE RABAIS

PLACE VERSAILLES
LE CENTRE DE L'ÉLEGANCE

PLUS DE 225 MAGASINS
INCLUANT,
Winners HomeSense, Zellers, Rona et Maxi.

TUNNEL LAFONTAINE ET RUE SHERBROOKE EST, MÉTRO RADISSON

RADISSON

RÉSULTATS GARANTIS

Vendez en toute confiance
Nous acceptons présentement des articles pour nos prochaines ventes importantes qui auront lieu à Montréal, à Ottawa et à Toronto.

Afin d'obtenir un rendez-vous sans frais ni obligation de votre part, veuillez communiquer avec l'un de nos experts.

ENCANS EMPIRE
5500, rue Paré, Montréal
(514) 737-6586
info@empireauctions.com

EMPIRE

John Little
Huile sur toile, 16" x 20"
Évaluation: 5000 \$ à 7000 \$
Vendue 25 850 \$

Bague à diamant
de 5,03 carats
VVS-1, de couleur E
Évaluation: 100 000 \$ à 130 000 \$
Vendue 143 000 \$

PARTICIPEZ
1 chance sur 1
de toucher votre mise!

Le principe de la consigne, c'est que vous récupérez ce que vous avez déjà payé. C'est pourquoi, votre détaillant doit vous remettre 5 ¢, 10 ¢ ou 20 ¢ pour chaque bouteille ou canette consignée que vous lui rapportez. Ce n'est peut-être pas le gros lot pour vous, mais ça l'est pour l'environnement.

RAPPORTER, ÉCOLOGIQUEMENT BRILLANT

www.RECYC-QUEBEC.gouv.qc.ca

ASSOCIATION DES BRASSEURS DU QUÉBEC

BOISSONS GAZEUSES ENVIRONNEMENT

RECYC-QUÉBEC Québec

EN MAGASIN MAINTENANT!

PANTENE 

FORMULE AMINO-PROVITAMINÉE



un miracle
en **une semaine...**
utilisez dès aujourd'hui et obtenez
des cheveux 99 % plus résistants
en une semaine*

*shampooing et revitalisant vs shampooing ordinaire seulement

ACHETEZ-EN 2,
RECEVEZ-EN 1
GRATUITEMENT*

*sur paiement des taxes applicables

Achetez deux (2)
shampooing et revitalisant
Pantene et recevez le
troisième (1) GRATUITEMENT!
(à l'exception des produits Expressions
Pantene Pro-V)

AU DÉTAILLANT : Procter & Gamble Inc. vous remboursera la valeur de revente de la marchandise gratuite spécifiée (valeur maximum 10,99 \$), plus nos frais de manutention prévus, à condition que vous et votre client vous soyez conformés aux conditions de l'offre. Tout autre emploi est considéré comme frauduleux. Nous pouvons, à notre seule discrétion, refuser le remboursement si nous soupçonnons qu'un rachat frauduleux s'est produit. Les demandes de remboursement reçues de 6 mois suivant la date d'expiration ne seront pas honorées. Nous ne rembourserons que le détaillant qui a remboursé le bon, ou le détenteur d'une autorisation à cette fin de Procter & Gamble. Veuillez adresser toute demande de remboursement à: P&G, C.P. 3000, Saint-Jean (Nouveau-Brunswick) E2L 4L3.

Au commis à la caisse : Inscrire le montant au détail : _____ \$
Le consommateur doit payer toutes les taxes, le cas échéant.
PROCTER & GAMBLE INC., TORONTO (ONTARIO)
Limite d'un bon-rabais par achat. Valable seulement
à l'achat d'un shampooing et/ou d'un revitalisant
Pantene.



63730904

Date d'expiration : Le 1^{er} octobre 2005

ACTUALITÉS

Les musiciens de l'OSM demandent l'appui du maire Tremblay

MARIE-CLAUDE LEMIEUX

En grève depuis huit semaines, les musiciens de l'Orchestre symphonique de Montréal réclament le soutien moral et financier du maire Gerald Tremblay. Ils ont porté leurs revendications et leurs pancartes devant l'hôtel de ville hier midi.

« J'aimerais ça que le maire plonge dans le dossier, dit le président de l'Association des musiciens, Marc Béliveau. J'aimerais à tout le moins qu'il réalise le bien que ça apporte à cette ville d'avoir un grand orchestre. » M. Béliveau souhaite aussi qu'à l'instar d'autres orchestres symphoniques du monde, l'OSM soit subventionné par sa ville.

Au bureau du maire, on dit reconnaître « le très grand apport » de l'OSM et son rayonnement pour Montréal. On refuse toutefois de se mêler d'un conflit de travail « qui ne relève pas de l'administration municipale, mais plutôt de Québec », précise le porte-parole Darren Becker. Quant à la demande de subvention, « on ne répond pas pour l'instant ».

Les horaires et les salaires

Sans contrat de travail depuis le 31 août 2003, les musiciens de l'OSM ont déclenché une grève le 9 mai dernier. Des horaires trop chargés et des salaires trop bas sont au cœur du litige. « Ce citron-là ne peut plus être pressé, affirme Marc Béliveau. On ne

peut pas travailler plus. Les musiciens s'épuisent, se blessent, ils se font déjà offrir des postes un peu partout aux États-Unis, avec des conditions qui sont beaucoup plus flexibles, beaucoup moins exigeantes, avec des salaires qui sont presque le double. »

Les musiciens reprochent entre autres à l'OSM d'offrir de maigres rémunérations pour les voyages. Par exemple, dénoncent-ils, la direction ne paie plus pour l'hôtel lorsqu'ils jouent à New York. Autre exemple, le voyage aller-retour dans la même journée nuit selon eux à leur santé et à la qualité du concert. En plus des conditions de travail, ils réclament de meilleurs salaires. Actuellement, les musiciens de l'OSM touchent un salaire de ba-

se de 61 000 \$, soit 8000 \$ de moins que leurs collègues du Centre national des arts d'Ottawa. « Au CNA, ils présentent 53 programmes par année. Nous en présentons environ 95, on a presque le double de leur charge de travail », soutient M. Béliveau.

Les musiciens de l'OSM assurent avoir présenté une série de concessions à la direction au début du mois de juin. La direction aurait selon eux réagi « de façon agressive », en répondant avec de nouvelles demandes.

Du côté de la direction de l'Orchestre symphonique, on refuse de commenter les négociations en cours. Les parties se rencontrent de nouveau lundi pour des négociations portant sur le salaire des musiciens.

Sympathique début des Concerts populaires

CLAUDE GINGRAS
CRITIQUE

La 41^e saison des Concerts populaires d'été — créés par le défunt maire Drapeau à l'Aréna Maurice-Richard et maintenant installés tout à côté, au Centre Pierre-Charbonneau — a connu un sympathique départ hier soir. L'immense vaisseau rectangulaire était bien rempli : 1500 personnes, dont la majorité aux 200 tables éclairées de bougies. En somme, le même public d'année en année : des couples d'un certain âge, qui écoutent bien et applaudissent fort. Les personnes de moins de 25 ans sont les plieuses, les ouvreuses et les vendeurs de rafraîchissements.

La série de six concerts, dont trois consécutifs de Nézet-Séguin et l'Orchestre Métropolitain, s'ouvrirait plus modestement avec l'Ensemble Amati de Raymond Dessaints. Quinze musiciens seulement, tous des cordistes. Mais l'amplification créait l'impression d'en entendre le double. C'est aussi en se promenant à l'avant-scène le micro à la main que chantèrent la soprano Dominique Blier et le baryton Charles Prévost. Je me suis promené moi aussi dans les hauteurs, découvrant une acoustique assez variable d'un point à un autre. Peu importe : en bas, les gens aux tables écoutaient dans le ravissement.

Sur le thème de l'amour — et l'animateur Robert Blondin nous l'a rappelé je ne sais plus combien de fois —, le programme comprenait des airs et surtout des duos puisés à l'opéra et principalement à l'opérette et à la comédie musicale. À travers ce répertoire hétéroclite et cette amplification, il restait possible d'apprécier chez Mme Blier et M. Prévost des voix encore en santé et des interprétations pleines de charme, assorties occasionnellement de mouvements de valse.

Le petit orchestre a joué avec justesse et ensemble. On a même entendu une introduction riche en corde de sol dans le fameux air *Joue tzigane*.

L'organisateur — et organiste — Régis Rousseau a salué au micro Louise Harel et annoncé qu'on attendait plus tard son collègue Réal Ménard.

ENSEMBLE AMATI.

Chef d'orchestre : Raymond Dessaints. Solistes : Dominique Blier, soprano, et Charles Prévost, baryton. Animateur : Robert Blondin. Hier soir, Centre Pierre-Charbonneau. Dans le cadre des Concerts populaires de Montréal.

Programme : airs, duos et pages d'orchestre de « Don Giovanni » et « Le Nozze di Figaro » (Mozart), « Le Pays du sourire » et « La Veuve joyeuse » (Lehar), « Porgy and Bess » (Gershwin), « West Side Story » (Bernstein), « La Comtesse Maritza » (Kalman), arrangements instrumentaux de Johann Strauss fils et de Michel Legrand.



CLIQUEZ GAGNEZ LE MONDE

Oui c'est vrai! Cliquez, gagnez le monde sur aircanada.com

Vous pourriez être le grand gagnant!

Cette semaine, nous remettons le grand prix: un voyage pour deux personnes en service Super Affaires™ pour l'Europe, l'Asie, l'Amérique latine... bref, pour la ville de votre choix parmi les nombreuses destinations desservies par Air Canada dans le monde! C'est votre dernière chance de gagner le voyage pour deux personnes, dans le luxe et le confort de notre service Super Affaires. Qu'attendez-vous? Inscrivez-vous dès maintenant au concours Cliquez, gagnez le monde. Rendez-vous sur aircanada.com/gagnezlemonde et répondez correctement à la question de la semaine (*psst, entre vous et moi, les réponses se trouvent directement sous vos yeux*). Rappelez-vous, c'est votre dernière chance de gagner. Bonne chance à tous!

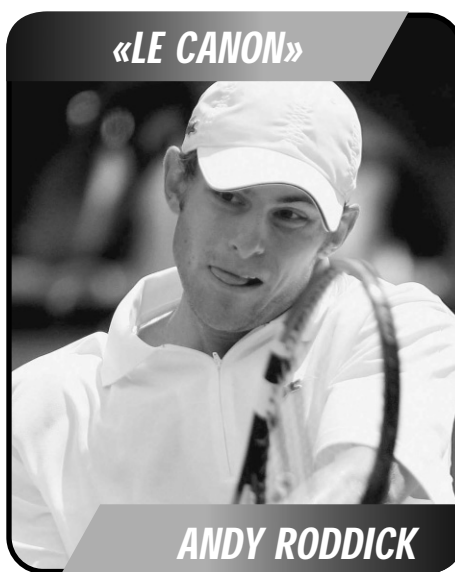
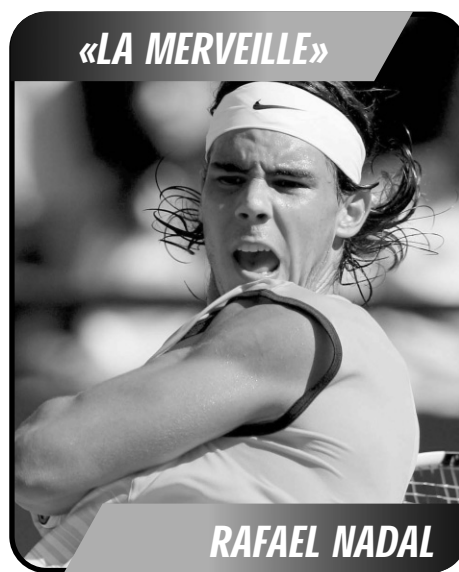
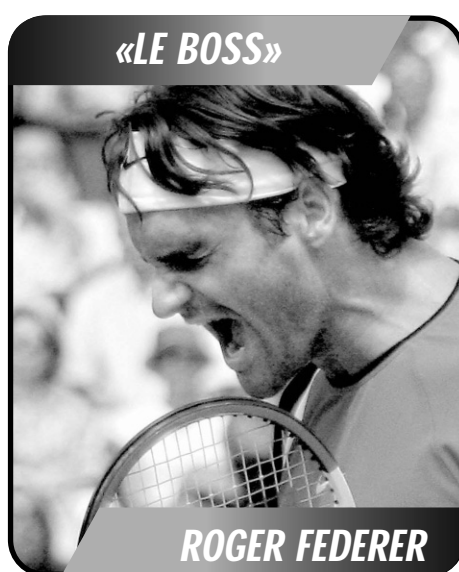
Toutes nos félicitations à madame Audrey Néron, la grande gagnante du voyage pour deux à Sydney, Australie.





Aucun achat requis. Certaines conditions s'appliquent. Le concours débute le 21 mai 2005 et se termine le 1^{er} juillet 2005 à 23:59 HNE. Le règlement du concours est disponible sur aircanada.com/gagnezlemonde. Les chances de gagner dépendent du nombre de participations admissibles reçues. Inscriptions supplémentaires en transmettant l'adresse courriel d'un ami et en remplissant le Profil voyageur. Valeur totale approximative des prix hebdomadaires: 17 322 \$. Les prix hebdomadaires sont offerts aux participants résidents canadiens des divers territoires et provinces du Canada ayant atteint l'âge de la majorité dans leur province ou territoire de résidence. Valeur totale approximative du grand prix: 10 000 \$. Seuls les résidents canadiens ayant atteint l'âge de la majorité dans leur province ou territoire de résidence peuvent participer au tirage du grand prix. *Super Affaires est une marque de commerce d'Air Canada.

coupe ROGERS



LE «RÉALITÉ CHAUD» DE L'ÉTÉ
Les 50 meilleurs joueurs du monde. 9 jours d'action. Et un enjeu de 3 millions de dollars.



Week-end final
à partir de **40\$***

présentée par
BANQUE NATIONALE



MasterCard
BANQUE NATIONALE
La carte officielle de la Coupe Rogers

514.790.1245
couperogers.com

6 AU 14 AOÛT • STADE UNIPRIX, MONTRÉAL

* Taxes et frais en sus.



Québec

UN TOURNOI DU CIRCUIT MASTERS DE L'ATP
INDIAN WELLS MIAMI MONTE-CARLO ROMA HAMBURG CANADA CINCINNATI MADRID PARIS SHANGHAI



go cube.com à partir de **89\$**

ENTREPOSAGE MOBILE

1- nous livrons 2- vous empaquetez
3- nous faisons la cueillette 4- nous entreposons

1 866 462-8231

ENCAN PUBLIQUE

**À L'AÉROPORT DE DORVAL
INT'L ENTREPÔT D'AÉROPORT**

**BIJOUX DE DIAMANT DE QUALITÉ CONFISQUÉS
EN RAISON DE NON-PAIEMENT**

DE NOMBREUX AUTRES OBJETS TELS QUE DES BIJOUX DE DIAMANTS FINS, RUBIS, SAPHIRS, PERLES, OPALES, ÉMERALDES, GRÉNAIS ET MONTRES SUISSES AUXQUELS S'AJOUTE UNE GRANDE SÉLECTION DE TAPIS PERSANS EN LAINE ET SOIE DE QUALITÉ FAIT MAIN PRÉCÉDEMMENT SAISIS PAR LES DOUANES



5.23 CTS BOUCLE D'ENCLÈCHEMENT DE DIAMANT, 14KT, OR BLANC

**VENDREDI LE 1 JUILLET, 2005
DIMANCHE LE 3 JUILLET, 2005**
ENCAN À 14H CHAQUE JOUR
INSPECTION ET INSCRIPTION À PARTIR DE 13H CHAQUE JOUR

**PRÈS DE L'AÉROPORT DORVAL INT'L
2070 BOUL. CHARTIER**
À CÔTÉ DE LIÈSSE, SORTIE 55e AVE NORTH, TOURNER À DROITE SUR CHARTIER

TÉRMS: VISA, INTRAC, CASH & CERTIFIED CHECK. 1% BUYERS PREMIUM TO BE ADDED. CANADA WIDE AUCTIONEERS. 1-866-958-9096

3328344

MONDE

Turquie : l'Europe maintient le cap

AGENCE FRANCE-PRESSE

BRUXELLES – La Commission européenne a maintenu hier le cap de l'ouverture en octobre des négociations d'adhésion avec la Turquie, tout en mettant en avant un luxe de précautions destinées à rassurer les opinions réticentes des États membres de l'Union européenne (UE).

La Commission a lourdement insisté sur le fait que le lancement des pourparlers n'offrirait à Ankara aucune garantie effective d'entrée.

« L'objectif partagé des négociations est l'adhésion. Ces négociations se dérouleront selon un processus ouvert dont le résultat ne peut être garanti avant terme », souligne le « cadre » adopté par Bruxelles pour la tenue des futurs pourparlers.

L'organe exécutif communautaire a également rappelé que les discussions pourraient être interrompues en cas d'incartade turque au respect des valeurs de l'UE.

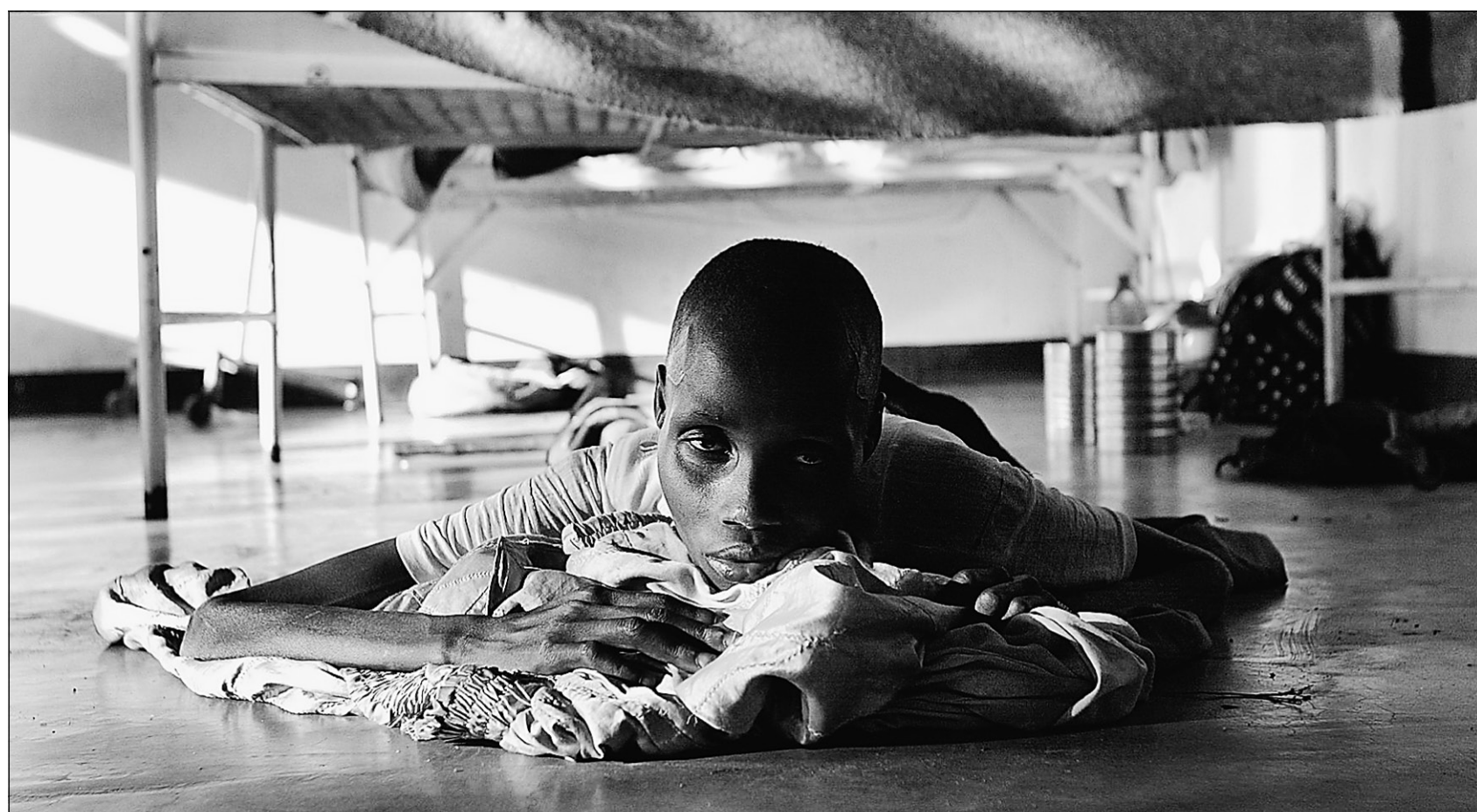
« C'est le cadre de négociations le plus rigoureux qui ait jamais été adopté », a fait valoir le commissaire à l'Élargissement Olli Rehn, en présentant le document qui sera soumis le 18 juillet à l'aval des ministres européens des Affaires étrangères.

Le commissaire a souligné que la route d'Ankara « sera longue et difficile » d'ici à une adhésion qui ne saurait intervenir avant au moins une dizaine d'années.

La remise au goût du jour de l'ensemble des conditions posées à la Turquie est intimement liée au réveil du débat sur l'élargissement consécutif à la victoire du non à la Constitution en France et aux Pays-Bas.

À deux reprises en 10 jours, le numéro deux du gouvernement français Nicolas Sarkozy, président du parti majoritaire UMP et candidat potentiel à la succession du président Jacques Chirac, a réclaté de « suspendre l'élargissement » après l'entrée de la Roumanie et la Bulgarie en 2007.

En Allemagne, l'opposition chrétienne-démocrate, bien placée pour prendre le pouvoir à l'automne, milite aussi contre l'adhésion turque.



Une femme porteuse du VIH tente de dormir sous son lit pour bénéficier d'un peu de fraîcheur dans un centre hospitalier du Mozambique en novembre 2003. Le sida a fait 2,3 millions de morts en 2004 en Afrique subsaharienne.

PHOTO AFP

Lutte contre le sida : un rapport pessimiste

AGENCE FRANCE-PRESSE

PARIS – Environ 970 000 malades des pays pauvres bénéficient d'une trithérapie contre le sida, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'ONUSida qui jugent « peu probable » d'arriver à tenir leur pari de traiter 3 millions de personnes fin 2005, selon un rapport publié hier à Paris.

L'objectif de fournir cette année un traitement antirétroviral à 3 millions de séropositifs ou malades du sida, soit la moitié de ceux qui en ont un besoin urgent dans les pays à faibles ou moyens revenus, avait été annoncé le 1^{er} décembre 2003.

Dix-huit mois plus tard, l'OMS et l'ONUSida jugent qu'il faut voir cet objectif « non pas comme une fin en soi, mais comme une étape importante » sur la voie d'un accès universel aux traite-

ments et à la prévention du VIH/sida.

Selon les estimations, entre 840 000 et 1,1 million de personnes reçoivent des antirétroviraux (ARV) dans les pays en développement ou en transition, un résultat

Il faudrait 45 milliards de dollars pour financer antirétroviraux, soins et prévention dans les pays à faibles et moyens revenus.

« inférieur à l'objectif de 1,6 million prévu pour juin 2005 », reconnaissent l'OMS et l'ONUSida.

Le million de malades sous ARV en juin 2005 ne représente que 15 % des quelque 6,5 millions de personnes, enfants compris, qui risquent de mourir faute de traitement rapide.

Les deux tiers des quelque 39,4

millions de personnes contaminées par le virus du sida (séropositifs et malades) vivent en Afrique subsaharienne où la maladie a fait 2,3 millions de morts en 2004, selon l'ONUSida.

Quelque 660 000 enfants, dont

370 000 en Afrique subsaharienne, ont actuellement besoin d'ARV, faute de quoi la moitié des enfants séropositifs « meurent avant l'âge de deux ans », soulignent l'OMS et l'ONUSida. Elles insistent sur le besoin urgent de préparations médicamenteuses adaptées aux enfants et à coût réduit.

En outre, jusqu'à 4 millions d'enfants (peut-être seulement 2,1 millions si un dépistage précoce permettait de repérer les seuls enfants contaminés) ont besoin d'une prophylaxie à l'aide du cotrimazole, qui associe deux antibiotiques bon marché et permet de réduire fortement la mortalité.

Les besoins financiers restent importants pour lutter contre le sida qui tue plus de 8000 personnes par jour dans le monde, comme

l'avait souligné la semaine dernière le programme des Nations unies sur le VIH/sida (ONUSida).

Il faudrait, rappelle le rapport, 45 milliards de dollars, soit au moins 18 milliards de plus que les fonds actuellement annoncés pour 2005-2007, pour financer ARV, soins et prévention dans les pays à faibles et moyens revenus.

Brésil: Lula survit à ses enquêtes Gomery



JOONEED KHAN

REGARD SUR LE MONDE

L'opposition de droite reniflait du sang et les Brésiliens étaient visés à leur télé, comme les Canadiens aux audiences de la commission Gomery, pour suivre diverses enquêtes sur les accusations de corruption visant le gouvernement de gauche de Lula da Silva.

Mais le président a semblé cette semaine avoir surmonté la tempête, ses chances de réélection l'an prochain étaient jugées bonnes, et le real s'établissait avec une entrée d'investissements étrangers.

Le scandale a éclaté quand le député Roberto Jefferson, ancien

leader du Parti du travail, a accusé le Parti des travailleurs de Lula de verser des paiements mensuels de 12 500 \$US à des députés pour s'assurer de leur soutien à son programme législatif.

Dans le brouhaha qui a suivi, le président a dû congédier son bras droit et chef de cabinet, Jose Dirceu, remplacé aussitôt par la ministre de l'Énergie, Dilma Rouseff.

Jefferson n'a apporté aucune preuve de ses allégations. Et le fait qu'il faisait lui-même l'objet d'enquêtes pour avoir reçu des paiements illégaux avant de s'en prendre au Parti des travailleurs a suscité bien de doutes.

Le député Valdemar Costa Neto a même accusé Jefferson d'avoir « inventé le scandale pour préserver son propre avenir politique ».

Le PSDB et le PFL, noyaux de l'opposition de droite, espéraient trainer Lula en destitution, en guise de douce revanche pour celle du président de droite Fernando Collor de Mello en 1989. Ils ont dû déchanter.

Reste que le scandale brésilien a plusieurs points communs avec celui des commandites au Canada — et ceux qui ont marqué le vote crucial sur la survie du gouvernement libéral minoritaire de Paul Martin.

Dans un développement rappelant l'affaire Belinda Stronach, la députée Raquel Teixeira, du Parti

social-démocrate (PSDB) de l'ancien président Fernando Cardoso, témoignant à une enquête du Congrès, a accusé le député Sandro Mabel, du Parti libéral, allié au PT de Lula, de lui avoir offert 400 000 \$ pour changer de parti, plus une mensualité de 12 500 \$. Mabel a nié avoir jamais fait une telle offre.

Dans l'affaire dénoncée par Jeffer-

son, deux agences de publicité sont mises en cause comme ayant servi de canal pour prélever l'équivalent de 8,3 millions de dollars de la Banco Rural entre juillet 2003 et mai 2005 et payer des députés de petites formations afin de garantir la majorité gouvernementale du Parti des travailleurs.

Un personnage, Marcos Valerio

« On ne peut pas jouer impunément avec la réputation des gens et s'en tirer sans fournir des preuves et sans présenter des excuses. »

Fernandez, partenaire des deux agences, aurait eu des liens directs avec Delubio Soares, trésorier du Parti des travailleurs. Son ex-secrétaire, Fernanda Karina, placée sous protection policière, a affirmé au magazine *Istoé*, de São Paulo, avoir vu « des millions en argent liquide » sortir régulièrement du bureau de son ex-patron.

Le président Luis Inacio Lula da Silva a vivement nié avoir jamais eu connaissance de tels paiements. Élu en 2002 premier président de gauche du Brésil grâce à une large coalition de son PTB et de plusieurs formations de centre et de gauche, dont le Parti communiste, Lula a fait de la lutte anticorruption l'une de ses priorités.

« On ne peut pas jouer impunément avec la réputation des gens et s'en tirer sans fournir des preuves et sans présenter des excuses », a-t-il déclaré la semaine dernière à la télévision.

L'élection de Lula en 2002 repose en fait sur une grande fragilité parlementaire : le PT n'a fait élire que 91 députés sur les 513 de la Chambre, où il dépend d'alliés pour commander une majorité d'environ 300 sièges. Au Sénat, le PT a seulement 14 membres sur 81, mais ses alliances lui donnent une majorité, fragile, de 50 voix.



Prenez deux heures pour y aller et des années pour en revenir.



À 30 minutes de Québec.

Réservez dès maintenant votre séjour à l'Auberge Duchesnay. Notre site aménagé en pleine nature en bordure du lac Saint-Joseph, les activités variées et le séjour à l'Auberge 4 étoiles vous promettent des moments inoubliables.

1 877 511-5885 sepaq.com/duchesnay



★★★★

Forfait plaisir nature

À partir de

104 \$ /pers./nuit

taxes en sus / en pavillon

- Hébergement
- Petit déjeuner et souper
- Accès aux activités de la Station

Forfait valide du 23 juin au 4 septembre 2005



MONDE

LE TOUR DU GLOBE

Afghanistan : un hélicoptère abattu

Pour la première fois depuis la chute des talibans fin 2001, l'armée américaine en Afghanistan a reconnu hier que des « tirs ennemis » pouvaient être à l'origine de l'accident d'un hélicoptère qui s'est écrasé la veille dans l'est du pays avec 17 militaires à bord. « Les premières informations indiquent que l'accident peut avoir été causé par des tirs ennemis », a expliqué un porte-parole du contingent américain en Afghanistan. Le sort des militaires voyageant à bord de l'appareil était toujours incertain.

« C'est arrivé durant une opération qui est toujours en cours. Il y a des troupes de la coalition en contact avec l'ennemi en ce moment même », a ajouté l'officier, 24 heures après le crash. Cet accident d'un hélicoptère est le neuvième d'un appareil de la coalition depuis la chute du régime fondamentaliste des talibans en novembre 2001.

d'après AFP

États-Unis : discours contesté

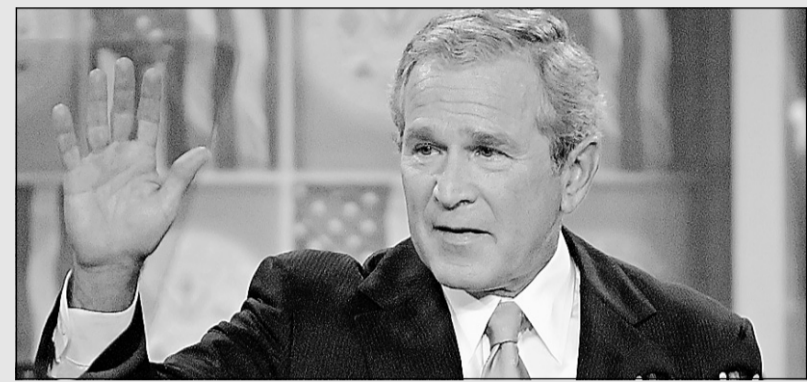


PHOTO AP

Les efforts de l'administration Bush pour souder les Américains derrière elle sur l'Irak en leur rappelant les attentats du 11 septembre 2001 risquent de se heurter au scepticisme de la population qui paraît craindre de moins en moins une attaque terroriste. D'après un autre sondage Gallup publié mardi, la moitié (50 %) des Américains, pour la première fois, pensent que la guerre en Irak ne s'inscrit pas dans le contexte plus global de la « guerre contre le terrorisme » engagée au lendemain des attentats de 2001. Le président américain George W. Bush a pourtant tenté mardi dans un discours télévisé de mobiliser ses compatriotes en multipliant les références à ces attentats pour défendre sa stratégie en Irak et ressouder l'opinion derrière lui. « Une décision politique a été clairement prise à la Maison-Blanche que le seul moyen de retrouver de l'élan est de revenir à leur source première de leur soutien, le 11 septembre. C'est franchement de la démagogie », estime David Rothkopf, expert au Carnegie Endowment for International Peace.

d'après AFP

Israël : affrontements à Jérusalem



PHOTO AFP

Échauffourée entre policiers israéliens et colons juifs, hier.

La police israélienne s'est heurtée hier à des extrémistes de droite qui tentaient de bloquer les principales routes pour protester contre le plan israélien de retrait unilatéral de Gaza prévoyant l'évacuation cet été de 8000 colons. En Israël des centaines d'adolescents ont réussi à bloquer par intermittence la circulation sur le périphérique de Tel-Aviv, aux entrées de Jérusalem et Haïfa. La police, qui avait mobilisé quelque 6000 hommes, a arrêté pas moins de 169 manifestants, selon une source policière. Le premier ministre Ariel Sharon avait donné des strictes consignes de fermeté. « Nous ne permettrons pas à des gangs de saper les assises du pays », a-t-il dit.

d'après AFP

États-Unis : nouveau gratte-ciel



PHOTO AFP

Un dessin produit par ordinateur de la future tour de la Liberté, à Manhattan.

Un nouveau plan a été présenté hier pour la « tour de la Liberté », pièce centrale du futur World Trade Center. Les autorités new-yorkaises avaient décidé au début du mois de mai de revoir la conception du gratte-ciel pour répondre à des préoccupations de sécurité exprimées par un rapport de la police. La tour se retrouve ainsi éloignée de 30 m du périphérique ouest, une des fixations de la police face à la potentielle menace de véhicules piégés. Autre nouveauté, sa base devient cubique, de 61 m sur 61 — soit la même taille que les tours jumelles détruites le 11 septembre 2001 — haute de 61 m également, et renforcée par une protection d'acier et de titane capable de résister à une forte déflagration. Puissamment éclairée en son sommet, « comme la torche de la statue de la Liberté », une antenne viendra compléter l'immeuble, qui culminera à la hauteur symbolique de 1776 pieds (année de l'indépendance américaine), soit 541 m.

d'après AFP

Cuba : deux avions pour Castro

Le président cubain Fidel Castro a expliqué l'effet de surprise ménagé autour de sa participation au sommet énergétique organisé à Puerto La Cruz, au Venezuela, par la nécessité de préserver sa sécurité. « Que quelqu'un ne soit surpris que je prenne des mesures (spéciales) quand je voyage, que je doive utiliser deux avions. J'ai dû toute ma vie inventer des choses pour survivre ce qui est un miracle, un grand hasard et une chance pour moi d'être ici après 50 ans de révolution », a déclaré le leader cubain lors du sommet. Fidel Castro a également critiqué la presse pour avoir qualifié de « surprise » son arrivée à Puerto La Cruz, en soulignant que « depuis 40 ans, on a organisé divers attentats à (son) encontre ».

d'après AFP

ÉGYPTE

Un vent de changement

ISABELLE HACHEY

« Manifestation mercredi à 18 h contre la dictature de Moubarak. Soyez-y. » Au Caire, c'est le genre de message texte qui circule ces jours-ci d'un cellulaire à l'autre. Les rues de la capitale égyptienne sont en ébullition. Depuis des mois, le mouvement d'opposition au régime du président Hosni Moubarak prend de l'ampleur. Les manifs se multiplient. Même la presse est plus libre et plus critique qu'avant.

« Kifaya » : le mot arabe signifie « y'en a marre », explique Rachad Antonius, sociologue à l'UQAM. C'est aussi le nom du mouvement d'opposition formé l'an dernier en Égypte. Kifaya regroupe laïcs et islamistes, unis par un désir de changement dans ce pays figé où Moubarak règne sans partage depuis 24 ans. Il y a très longtemps qu'on n'avait pas vu autant de monde descendre dans les rues du Caire. Ce n'est pas encore la révolution, bien sûr, mais c'est un début.

« Il est temps que ça change », dit M. Antonius, membre du nouveau groupe des Canadiens Égyptiens pour la démocratie. Profitant du vent de révolte qui souffle en Égypte, des groupes semblables ont aussi été formés en Europe et aux États-Unis pour soutenir le mouvement d'opposition égyptien. « Le régime commence à sentir la pression populaire, et la société civile a besoin de tout le soutien pos-

sible », explique Ehab Lotayef, ingénieur de l'Université McGill.

Au Caire, plusieurs manifestants ont déjà été arrêtés, car la loi des mesures d'urgence, en vigueur depuis des décennies, limite le droit des Égyptiens à se rassembler en public. Mais les manifestants sont de plus en plus audacieux : mardi, des centaines de partisans d'Ayman Nour, leader du parti de l'opposition al Ghad (Demain), ont forcé leur chemin dans un tribunal de la capitale où

En Égypte, laïcs et islamistes sont unis par un désir de changement, dans ce pays figé où Moubarak règne sans partage depuis 24 ans.

comparaissait M. Nour, accusé de fraude électorale. Ils ont été repoussés par la police antiémeute.

Réforme bidon

M. Nour est considéré comme l'un des principaux adversaires de Moubarak aux élections présidentielles de septembre. Mais, si le militant est condamné, il sera disqualifié de la course. Même s'il est éventuellement blanchi, ce procès risque de l'empêcher de faire campagne.

Le scrutin de septembre permettra aux Égyptiens de choisir leur président par un vote direct pour la première fois de leur histoire. Mais les opposants soulignent que cette réforme est assujettie à tant de conditions qu'en réalité, il sera impossible à quiconque de défier Moubarak aux urnes. « Ce n'est pas un changement, c'est un recul. Cette réforme est bidon », tranche M. Antonius.

Aux militants qui exigent plus de réformes démocratiques, les autorités égyptiennes répliquent en brandissant l'épouvantail islamiste. Si des élections libres avaient lieu en septembre, disent-elles, ce sont probablement les Frères musulmans, un groupe populaire mais interdit en Égypte, qui prendraient le pouvoir.

Or, c'est justement la répression du régime qui a permis au discours religieux de dominer la rue égyptienne, estime M. Antonius. « Moi, j'ai peur des islamistes, mais je pense qu'on n'a pas le choix de leur faire confiance, dit-il. C'est un risque à prendre, un passage incontournable. Une démocratie n'est possible que par la participation de la majorité. » L'important, ajoute-t-il, c'est d'entamer un dialogue et d'inscrire la protection des droits et libertés dans une nouvelle constitution.



PHOTO AP

La base de Guantanamo, où les conditions seraient loin d'être vilaines, selon des parlementaires américains.

« L'Amérique est bonne »

Des parlementaires américains reviennent enchantés d'une visite à Guantanamo

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — Des menus dignes d'un restaurant, des soins médicaux meilleurs que ceux reçus par l'Américain moyen : « L'Amérique est bonne » envers les « terroristes » détenus à Guantanamo, ont estimé hier des parlementaires américains revenus d'une récente visite à Cuba.

« Bonne alimentation, bon accès médical, total respect des pratiques religieuses et bons traitements en général » : le républicain Duncan Hunter, président de la commission des forces armées de la Chambre des représentants, a décerné un satisfecit enthousiaste aux militaires gérant la base de Guantanamo, convoqués en audition.

« Ce que nous avons vu n'était pas le goulag de notre époque », a affirmé M. Hunter, en référence à des accusations lancées le mois dernier par l'organisation de défense des droits de l'homme Amnistie internationale.

Pendant deux heures et demie, M. Hunter a invité le commandant de la base de Guantanamo, le général Jay Hood, entouré d'un sergent-major et du commandant de l'hôpital de la base, le commandant Cary Ostergaard, à vanter le très grand respect porté selon eux aux 518 détenus de Guantanamo capturés dans le cadre de la guerre

contre le terrorisme.

« Quand nous sommes venus (samedi), nous avons eu du poulet à l'orange avec du riz et de l'okra, et du pain. Est-ce que c'était le menu normal ? » demande M. Hunter — qui connaît la réponse, puisqu'il a posté sur le site Internet de la commission 14 pages de menus du camp de prisonniers.

« Monsieur, c'était le même déjeuner que celui des prisonniers, c'était le menu prévu pour ce jour depuis plus de deux semaines », répond le commandant Oster-

« Ce que nous avons vu n'était pas le goulag de notre époque », affirme un élu républicain.

gaard.

L'audition est l'occasion de réfuter les plus graves allégations de mauvais traitement.

Ainsi le sergent-major Anthony Mendez décrit dans les moindres détails la façon dont sont manipulés les exemplaires du Coran : ils sont toujours placés à « hauteur des yeux » pour éviter tout contact involontaire, et lorsqu'un garde s'en saisit, « il enfle des gants de latex de couleur crème, le pose sur

une serviette et porte le livre à hauteur de la taille ».

Le mois dernier une information de *Newsweek* sur des profanations du Coran, rétractée par la suite, avait été décrite comme le déclencheur d'émeutes meurtrières dans des pays musulmans, notamment en Afghanistan.

Le Pentagone avait ensuite reconnu cinq incidents, mais affirmé que les détenus eux-mêmes montraient bien moins de respect que leurs geôliers pour le livre saint musulman.

Quant à d'éventuels sévices, ils sont impensables, selon le général Hood : « Les interrogatoires ne touchent pas les détenus durant les interrogatoires, sauf peut-être pour leur donner un bonbon. »

L'opposition démocrate a

bien volontiers reconnu le professionnalisme des militaires, mais en regrettant le « déséquilibre » de l'audition, faute de civils.

« Pour le bien de notre leadership moral et de notre crédibilité internationale (..) une commission d'enquête est indispensable pour mettre fin aux accusations et aux doutes dans le monde musulman », a renchéri son collègue Ike Skelton.

Rogers^{MC} est ravie d'accueillir Sprint Canada.



Notre expérience dans le domaine de la téléphonie depuis vingt ans auprès de six millions de clients en fait foi : nous sommes prêts à vous accueillir dans notre grande famille.

Depuis que Sprint Canada s'est jointe au Groupe de sociétés Rogers, notre entreprise de télécommunications est plus solide et offre des services encore plus diversifiés pour répondre à vos besoins.

Vous continuerez à bénéficier d'un choix digne de ce nom grâce au service de Téléphonie résidentielle^{MC} de Rogers et aux

services sans-fil et Internet.

Si vous êtes un abonné de Sprint Canada, vous continuerez à bénéficier de la même qualité de service que celle que vous attendiez de

Sprint Canada. De plus, en tant que client de Rogers, vous pourrez grouper bon nombre de vos services de Sprint Canada à d'autres services de Rogers afin d'économiser 15 % sur vos frais de service mensuels.[†]

Ce changement vous permettra d'obtenir ce qui se fait de mieux.

rogers.com



FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Éric Trotter > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

LA PRESSE

ÉDITORIAUX

Se libérer du pétrole



mboisver@lapresse.ca

MICHÈLE BOISVERT

On avait beau l'avoir prévu, les automobilistes ont quand même eu un choc lorsqu'ils ont vu le prix de l'essence atteindre et même dépasser la barre du dollar le litre. L'effet de commotion passé, c'est la colère qui, dans bien des cas, a pris le dessus, les consommateurs ayant la désagréable impression d'être à la merci des caprices de l'or noir. Depuis un an, les prix du pétrole et de ses dérivés ont en effet affichés une forte propension à la hausse. Résultat : le prix du brut a fracassé les 60 dollars le baril en début de semaine et même s'il s'est légè-

À moins d'une récession ou d'un important ralentissement, tout indique que la demande pour le pétrole va poursuivre sur sa lancée.

ment replié depuis, de nombreux experts prévoient qu'il se maintiendra à des niveaux élevés pour quelques années encore. Il faudra donc s'y faire ou mieux encore changer nos habitudes de consommation.

C'est certainement l'attitude la plus saine que le consommateur pris au piège peut adopter. Car attendre simplement que les pressions sur les prix s'atténuent d'elles-mêmes risque d'être particulièrement frustrant. Bien qu'il soit difficile de savoir jusqu'où les prix du pétrole pourront monter, il semble assez évident que nous ne reviendrons pas de sitôt à l'époque, pourtant pas si lointaine, des 25 dollars le baril. Trop de facteurs conjugués alimentent l'actuelle flambée. Il y a d'abord la demande mondiale de pétrole

qui ne cesse de croître, alors que la capacité de production est de plus en plus limitée. À moins d'une récession ou d'un important ralentissement, tout indique que la demande pour le pétrole va poursuivre sur sa lancée. Le nombre restreint de raffineries ajoute au problème ; il y a pénurie de raffineries en Europe et en Amérique du Nord, où aucune nouvelle installation n'a été construite depuis 30 ans. Cette situation crée un véritable goulot d'étranglement lorsqu'il s'agit de transformer le pétrole en ses nombreux dérivés, notamment l'essence. L'appétit vorace de la Chine, deuxième consommateur de carburant au monde, et sa décision de se doter d'ici quelques années de réserves stratégiques contribuent également à faire pression sur les prix. Enfin, les tensions géopolitiques dans les pays producteurs et l'activité des spéculateurs, qui profitent de la volatilité actuelle pour tenter de faire un coup d'argent, contribuent à alimenter la hausse des prix de l'or noir. Bien que les pétrolières estiment maintenant rentable d'investir pour développer de nouvelles sources de pétrole — les sables bitumineux de l'Alberta en sont un bon exemple — il faudra attendre quelques années encore avant que cette capacité supplémentaire se retrouve sur le marché.

Bref, le consommateur qui le désire aura amplement de temps d'agir pour réduire la quantité de carburant qu'il utilise. Sans abandonner du jour au lendemain sa voiture, rien ne l'empêche de la prendre moins souvent pour opter, lorsque cela est possible, pour d'autres moyens de transport. L'achat d'une voiture moins énergivore est également une option. Au prix actuel de l'essence, les voitures hybrides deviennent de plus en plus intéressantes. Conclusion : plutôt que de se mettre en colère parce qu'on se sent manipulé, pourquoi ne pas chercher à se libérer de l'emprise du pétrole ? Le consommateur est loin d'être impuissant.

Tourne la page



nathalie.collard@lapresse.ca

NATHALIE COLLARD

C'est le temps des vacances et nombreux sont les Canadiens qui liront un bon livre sur les plages ou au chalet cet été.

Contrairement à nos voisins du Sud, qui lisent peu, une majorité de Canadiens disent trouver environ cinq heures par semaine pour lire. Avec la télévision, la lecture serait d'ailleurs le loisir préféré au pays.

C'est du moins ce que révèle un récent sondage sur la « lecture et l'achat de livres pour la détente » effectué pour le ministère du Patrimoine canadien. Ce sondage montre que plus de la moitié des Canadiens lit tous les jours ou presque. Et il semble que la présence de plus en plus envahissante d'Internet dans nos vies n'ait pas ralenti le rythme de lecture. Au contraire, le sondage établit plutôt une « corrélation positive » entre l'utilisation d'Internet et la lecture des livres puisque 57 % des utilisateurs d'Internet à domicile sont des lecteurs réguliers.

La situation est toutefois moins reluisante au Québec qui demeure la province canadienne où on lit le moins. En effet, seulement 46 % des Québécois disent lire régulièrement. Et dans l'ensemble du pays, les francophones lisent moins que les anglophones.

Bref, la province où loge la capitale mondiale du livre 2005 a des efforts à faire pour rattraper la moyenne nationale.

Or il existe bien des façons de stimuler la lecture et ce dès l'âge tendre.

Dans son plan stratégique pour les trois prochaines années, le ministère québécois de la Culture et des Communications réaffirme que

les bibliothèques publiques sont une ressource essentielle pour faciliter l'accès à la lecture. On confirme que les objectifs de la politique de la lecture — éveiller les tout-petits, favoriser et maintenir les habitudes de lecture chez les plus vieux et offrir une diversité d'oeuvres à lire — demeurent plus actuels que jamais.

Ces objectifs font écho aux nombreuses études qui constatent que le goût de la lecture se développe très tôt. En effet, un bambin qui a été élevé dans un milieu où les livres étaient présents sera beaucoup plus motivé à lire que son voisin qui a grandi dans un environnement culturellement pauvre.

Il existe plusieurs approches pour éveiller les jeunes au plaisir de lire.

Les clubs de lecture lancés par la Ville de Montréal en sont un bon exemple. Cet été, 47 bibliothèques publiques vont accueillir les enfants âgés de 3 à 14 ans dans le cadre d'une activité gratuite qui encourage les enfants à ouvrir un livre durant les vacances scolaires.

Mais il ne faut pas oublier les plus vieux pour autant. En ce sens, l'idée d'une émission littéraire sur les ondes d'une télévision publique est plus que pertinente. Le sondage sur la lecture révèle d'ailleurs que 23 % des répondants reconnaissent avoir acheté un livre à la suite de la recommandation d'un critique. À ceux qui estiment qu'il n'y a pas de public pour ce type d'émission, on a envie de répondre que l'engouement des auditeurs de la première chaîne de Radio-Canada pour la bibliothèque virtuelle de l'émission de Marie-France Bazzo ainsi que les longues files d'attente devant la Bibliothèque nationale du Québec sont autant de preuves que les Québécois aiment parler et entendre parler de bouquins.

Il ne manque plus que des projets originaux pour les encourager.



serge.chapleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

LA BOÎTE AUX LETTRES

> Pour nous écrire : forum@lapresse.ca

Les avantages du cerveau humain

Le designer Jean-Claude Poitras a été outré, à juste titre, de recevoir par télécopieur une invitation du salon Canada Garment and Accessory rédigée dans un charabia qui se veut du français (*La Presse*, 29 juin). Cet affront à tous les francophones n'est pas imputable à un quelconque employé de Toronto qui se prétend bilingue, ni à un traducteur de l'autre bout de la planète aux compétences douteuses offrant ses services pour un tarif tiers-mondiste, mais bien à ces petites « merveilles » technologiques appelées « logiciels de traduction automatique ». Si vous voulez rigoler un bon coup et vous rassurer sur les indéniables avantages du cerveau humain, allez sur n'importe quel moteur de recherche Internet, tapez « traduction automatique » et vous aurez accès à des centaines de logiciels qui vous recracheront presque instantanément en « français » un texte en langue étrangère de votre choix. Pour avoir voulu faire des économies de bouts de chandelles (un traducteur compétent aurait produit un texte de qualité irréprochable pour moins de 50 \$ au prix fort...), les organisateurs du Canada

Garment and Accessory Fair Trade Show ont perdu l'estime d'un des plus grands designers du pays... et de tous les autres francophones.

Rachel Martinez
 Traductrice agréée, Québec

Contre le mariage tout court

Ceci écrit, je suis gai et contre le mariage quel qu'il soit, hétérosexuel ou homosexuel. Cependant pour faire avancer notre cause bien sûr je lève haut la main. Personnellement, je crois que toute forme d'union devient peu à peu une contrainte pour l'un des deux conjoints. Il y en a toujours un ou une qui bat de l'aile ou qui traîne de la patte. Lisez les faits divers et voyez les divorces, les re-mariages, les re-divorcé(es), les unions libres, les familles reconstituées, tout cela indique que le « oui pour la vie » est désuet et totalement obsolète. Dans l'Antiquité, lorsqu'il fallait donner des fils et des filles à la patrie, hommes et femmes copulaient pour la cause et se disaient « oui pour la nuit seulement ». Puis la chose terminée, chacun repartait de son côté jusqu'à la future orgie (procréation). L'homosexualité y

fleurissait et personne n'avait rien à redire puisque c'était la norme. Aujourd'hui les sociétés ne veulent plus de carcans. Bref, je suis pour le fameux « vivre et laissez vivre » mais tout en restant digne, c'est-à-dire sans devoir signer un document, contrat ou autres qui remontent au temps de Napoléon.

Yvon Turcotte

Autres façons de faire

Les CPE doivent apprendre à gérer avec les ressources qu'ils ont. En 1990, les hôpitaux et les centres d'accueil ont dû apprendre à le faire, sans nuire aux services à la clientèle. J'étais un de ceux qui ont contesté fortement les politiques gouvernementales, mais il a fallu se résigner et passer à l'action. J'ai découvert que les zones sont très nombreuses où l'on peut économiser, où l'on peut trouver d'autres façons de faire pour rentabiliser les budgets, où on peut développer de la qualité et tout cela sans pénaliser et le personnel et les clients. Tout le monde doit réaliser que les argents dépensés sont tirés des goussets des contribuables.

Jean-Marie Carette

Un nouveau messie?

(Au sujet du sondage CROP-La Presse publié dans nos pages hier)

Encore une fois, l'envie de changement à tout prix de certains électeurs québécois me fait douter de leur sens de la démocratie. On nous dit que le candidat le plus populaire dans la course à la direction du PQ serait André Boisclair. Fort bien. Mais est-ce que tous ceux qui l'appuient sont au courant de sa pensée politique ? J'en doute. Pour ma part, j'ignore toujours si monsieur Boisclair pourrait être un bon premier ministre, mais c'est en l'écoutant pendant sa campagne que je ferai mon idée. Ce qui me trouble, c'est que de nombreux électeurs semblent beaucoup plus expéditifs en accordant systématiquement leur soutien aux candidats qu'ils connaissent le moins. Et quand, après l'élection de monsieur Boisclair, celui-ci ne fera plus l'affaire, ils le mépriseront comme une vieille chaussette. Jean Charest, ça vous rappelle quelque chose ?

Vincent Audet-Nadeau

Une vision nouvelle

Il ne faut pas voir l'avance dans les sondages de M. Boisclair comme un refus d'avoir une femme chef de parti, mais plutôt comme la nécessité d'avoir un vrai changement, une vision nouvelle et surtout jeune.

Serge Beauchemin

Les défaites de M^{me} Marois

Madame Marois est une candidate qui a été déjà défaite dans les mêmes circonstances il y a 20 ans. Elle est celle qui avait la responsabilité de mener les troupes péquistes aux dernières élections, dont



André Boisclair

PHOTO ARCHIVES, LA PRESSE

le résultat fut un fiasco pour ses troupes. Madame Marois est associée à des défaites et cela lui coûtera toute chance de remporter cette course au leadership. Monsieur Boisclair serait le meilleur « placement » pour le PQ. Il rapatrierait même certains adéquistes. La différence entre lui et Mario Dumont n'est d'ailleurs pas si grande. Les Québécois ont le goût d'un nouveau visage.

Sylvain Bernard

La raison doit primer

Dans le débat sur les finances d'un Québec souverain, les épouvantails du passé doivent céder la place à un examen rigoureux des faits

FRANÇOIS LEGAULT
L'auteur est député de Roussseau et porte-parole de l'opposition officielle en matière de développement économique et de finances.

J'ai lu avec intérêt les commentaires de mon confrère comptable agréé, Charles-Albert Poissant (*La Presse* 28 juin, 2005), sur l'étude des finances d'un Québec souverain (1). Rappelons que cette étude, validée par cinq économistes et fiscalistes de renom, démontre que, sur un horizon de cinq ans, les gains financiers de la souveraineté du Québec s'élèvent à 17,1 milliards de dollars.

Ce qui me frappe le plus dans les propos de M. Poissant, c'est qu'il ne remet pas en question les principaux éléments sur lesquels repose cette étude, soit le calcul des revenus récupérés d'Ottawa et des dépenses à être assumées dans un Québec souverain. En fait, ses critiques reposent sur trois arguments plutôt anciens : l'incertitude des prévisions, les problèmes liés à l'utilisation de la monnaie canadienne et les coûts de l'incertitude économique. Reprenons ces points un par un.

L'incertitude des prévisions

Toute prévision comporte une part d'incertitude et la prudence est toujours de mise. C'est pourquoi les prévisions de croissance des revenus et des dépenses de l'étude ont été faites à partir de trois sources, le Conference Board, le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec, qui peuvent difficilement être taxés d'être biaisés

en faveur de la souveraineté.

La monnaie canadienne

Personne ne nie aujourd'hui qu'il serait autant à l'avantage du Québec que du reste du Canada de garder la même monnaie. Ce débat a eu lieu en 1995 et les experts qui y ont participé sont arrivés à la conclusion qu'un Québec souverain aurait le droit d'utiliser la monnaie canadienne.

Un Québec souverain deviendrait-il à la merci de la politique monétaire canadienne ? Il faut remettre les pendules à l'heure sur cette question. Les décisions de la Banque du Canada sont davantage influencées par la Réserve fédérale américaine que par le gouvernement canadien. Partout en Occident la politique monétaire n'est plus guère utilisée que pour contrôler l'inflation. C'est la politique fiscale qui est devenu le principal outil de développement économique des gouvernements. Un Québec souverain pourrait contrôler tous ses outils fiscaux et mettre en place des politiques sectorielles en fonction de ses priorités, notamment en aéronautique.

L'incertitude économique

Selon M. Poissant, les prêteurs étrangers imposeront à un Québec souverain une prime de risque sur ses emprunts pour tenir compte de l'incertitude économique. Cette façon de voir étonne. On aurait pu espérer que les arguments de peur économique appartenaient au passé.

Rappelons certains faits. La situation financière actuelle des gouvernements du Canada et du Québec est très différente de celle de 1995. La saine gestion des finances publiques au Québec est reconnue



François Legault

PHOTO ARCHIVES, LA PRESSE®

par les firmes de cotations les mieux établies. Tous les observateurs ont souligné le dynamisme de l'entreprise québécoise et noté la compétitivité de son économie qui exporte plus de la moitié de sa production. Cette ouverture s'est manifestée dans le passé par l'appui des Québécois au libre-échange nord-américain et elle se manifeste aujourd'hui par le souci répandu de maintenir au Québec un environnement propice aux affaires. Un Québec souverain disposant des outils actuellement dévolus au gouvernement fédéral donnera une impulsion encore plus grande à ce dynamisme économique.

M. Poissant semble perdre de vue qu'il y a de grands avantages à s'occuper soi-même de ses intérêts. À deux reprises, par exemple, il

parle dans son texte de façon négative du cas de l'Irlande. A-t-il pris conscience que ce pays qui maîtrise tous ses outils de développement, a vu son produit intérieur brut par habitant dépasser celui de la Grande-Bretagne ?

Le fédéralisme ne fonctionne pas

Un examen rigoureux des chiffres montre que le fédéralisme canadien ne fonctionne pas. De nombreux fédéralistes reconnaissent d'ailleurs que le Québec, au titre du déséquilibre fiscal, est privé d'au moins 2,5 milliards de dollars par année.

Ces inconvénients du fédéralisme ne sont pas les seuls. Les empiétements croissants du gouvernement fédéral dans les compétences du Québec empêchent une gestion efficace des fonds publics. Des éco-

nomies importantes pourraient être réalisées (plus de 2,7 milliards de dollars par année) si les Québécois n'avaient pas à financer deux gouvernements dont les activités se dédoublent dans des secteurs essentiels comme la santé, l'éducation, les affaires municipales, etc.

L'inefficacité du fédéralisme et la mauvaise allocation des ressources entre les paliers de gouvernement mettent en lumière l'impasse financière de la province du Québec. Au moment où le gouvernement de Paul Martin dépense sans compter pour se maintenir au pouvoir ; au moment où la Cour suprême et le gouvernement Charest remettent en question les acquis de notre système de santé en raison du manque de financement ; au moment où la province de Québec n'a plus les moyens d'investir en éducation, la première priorité pour son développement — tous les observateurs, souverainistes comme fédéralistes, se doivent de regarder de très près les gains bien réels de la souveraineté du Québec.

L'étude des finances d'un Québec souverain apporte un éclairage nouveau sur les conséquences des choix politiques qui s'offrent à la population du Québec. Elle dissipe les « vieilles peurs » sur la précarité économique d'un Québec souverain et montre clairement que les Québécoises et les Québécois ont tout intérêt à s'occuper de leurs propres affaires.

Dans le débat sur les finances d'un Québec souverain, la raison doit primer sur la peur et les épouvantails du passé doivent céder la place à un examen rigoureux des faits.

(1) L'étude est disponible sur le site de www.francoislegault.org

C'était à prévoir!

Le jugement concernant les coupes de bois de la Kruger sur l'île René-Levasseur a créé toute une commotion

RENÉ BOUDREAULT
L'auteur a oeuvré comme négociateur, analyste et consultant pour diverses organisations autochtones. Il a publié en 2003 « Du mépris au respect mutuel », chez les Éditions Ecosociété.

Le jugement du 17 juin 2005 de la Cour supérieure du Québec relativement à une ordonnance de sauvegarde axée sur les prétentions des Innus de Betsiamites quant à l'existence d'un titre aborigène et de droits ancestraux sur le Nitassinan est tombé comme un pavé dans la mare des efforts de développement économique et de l'emploi de la région de la Côte-Nord.

La commotion sociale était prévisible. Le réveil est brutal pour le gestionnaire de l'entreprise, pour les décideurs économiques régionaux, pour les politiciens de tous acabit et pour les citoyens. Ils apprennent par le fouet judiciaire que la prétention de droits des Innus de Betsiamites est tellement fondée qu'il ont pu obtenir l'arrêt des coupes de bois sur l'île René-Levasseur sans même avoir dû démontrer l'existence de leurs droits spécifiques, qui ne sera jugée sur le fond qu'en décembre prochain.

« Il est clair que les Premières Nations ont le droit de prétendre vouloir exploiter les ressources naturelles qui se trouvent sur les territoires qu'ils revendiquent. »

La Cour a conclu à l'obligation de consulter et d'accommoder les Innus selon une évaluation préliminaire de la solidité de la preuve et de la gravité des effets préjudiciables ; elle tape sur les doigts de la Couronne provinciale qui a traité cavalièrement les intérêts des Innus de Betsiamites. Les arguments avancés dans la plaidoirie du gouvernement du Québec ont été qualifiés de déshonorants et d'in-

dignes ; ils sont à l'encontre de l'honneur de la Couronne en cette matière. Le Québec a plaidé hypocritement qu'il ne connaissait pas l'existence potentielle d'un droit ou titre ancestral qui, à la lumière des écrits du dossier « dépasse largement en nature et en étendue ce que ce gouvernement a admis reconnaître dans son plaidoyer », c'est-à-dire le droit d'exercer des activités de pêche, de chasse, de trappe et de cueillette à des fins alimentaires, rituelles ou sociales.

Par expérience personnelle à des tables sectorielles et à des tables d'harmonisation forestière dans la négociation des Innus de Mamuitun-Nutashkuan et pour avoir négocié diverses ententes d'accommodement pour d'autres Premières Nations, je crois qu'il est très intéressant que la Cour reconnaisse que par leur participation à diverses tribunes du développement régional, les autochtones ne consentent pas à la déduction de leurs droits ou à une approbation tacite des décisions gouvernementales mais font plutôt montre « de grande souplesse et d'ouverture d'esprit ».

Cette conclusion fait battre en retraite la tendance à l'isolement idéologique de certains leaders autochtones au profit du partenariat. En vertu du jugement Grenier, il est clair que les Premières Nations ont le droit de prétendre vouloir exploiter les ressources naturelles qu'ils trouvent sur les territoires qu'ils revendiquent et leurs préoccupations économiques n'ont rien d'indigne ou de déshonorant.

La Première Nation de Betsiamites a réussi juridiquement et négativement à remettre les développeurs gouvernementaux et privés à leur place, elle a maintenant le devoir de négocier positivement des accommodements et des nouvelles façons de faire qui respectent leurs droits.

Le ministre délégué aux affaires autochtones, M. Geoffrey Kelly, se dit en réflexion sur les effets des jugements Haïda et Tachu River de la Cour suprême du Canada émis en 2004 sur un enjeu sembla-



PHOTO ARCHIVES PC, ROBERT F. BUKATV®

La Première Nation de Betsiamites a réussi juridiquement à remettre les promoteurs gouvernementaux et privés à leur place, note l'auteur.

ble ; il en a dorénavant plein les bras dans sa propre cour avec le jugement Grenier. Même si le jugement analyse un cas d'espèce, il est évident que la province doit consulter toutes les Premières Nations dont l'apparence de droit est suffisante, écouter leur point de vue, chercher un compromis et convenir d'un accommodement susceptible de concilier les intérêts de toutes les parties intéressées en attendant la signature ou l'application d'un traité ou de droits spécifiques.

Dans sa motion de l'Assemblée nationale en 1985 et dans ses orientations théoriques, le gouvernement québécois se dit prêt à favoriser une approche moderne qui dépasse la chasse et la pêche pour s'étendre à l'ensemble des activités d'ex-

ploitation commerciale des ressources et de mise en valeur du territoire.

La volonté de concertation et de solidarité économique des autochtones couplée à la matérialisation de celle du gouvernement du Québec et de plusieurs leaders régionaux devrait dorénavant guider le discours et l'action de tous les intervenants régionaux et permettre de dépasser le stade de la commotion sociale actuelle qui pourrait dégénérer en racisme larvé ou ouvert. Plusieurs Premières Nations ont des droits spécifiques importants et de plus en plus affirmés sur le territoire québécois, la décision d'un juge en a réveillé plusieurs, il serait stupide de se rendre jusqu'à la prochaine claque sur les oreilles.

Nous avons des balles pour tous les niveaux de jeu.

ACHAT SPÉCIAL

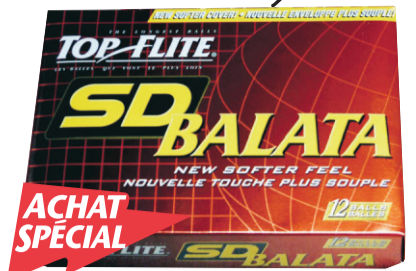
TOP-FLITE

XL 3000
Distance explosive, touche d'une incroyable douceur, offertes en cinq versions selon la performance incluant Femmes.
BOÎTE DE 15 AVEC POCLETTE GRATUITE

18⁹⁸\$



TOP-FLITE FLYING LADY
Distance et contrôle supérieurs à des vitesses d'élan moins rapides.
BOÎTE DE 15
14⁹⁵\$



TOP-FLITE SD BALATA
SD BALATA
Distance d'une balle 2 pièces, touche optimisées.
BOÎTE DE 12
14⁹⁸\$



ACHAT SPÉCIAL

NIKE

2004 POWER DISTANCE SUPER FAR
Enveloppe souple pour une meilleure touche et noyau super flexible pour plus de distance
BOÎTE DE 12

15⁹⁸\$



ACHAT SPÉCIAL

MAXFLI XS DISTANCE
Distance phénoménale, extrême précision avec emballage gratuit.
BOÎTE DE 15 AVEC POCLETTE GRATUITE
16⁹⁸\$



PINNACLE GOLD DISTANCE
Touche souple et durabilité exceptionnelle.
BOÎTE DE 15 AVEC EMBALLAGE GRATUIT DE BALLES PINNACLE EXCEPTION.
18⁹³\$



NIKE DISTANCE SFT
Faible compression, faible rotation.
BOÎTE DE 12
18⁹⁸\$



CALLAWAY WARBIRD
Noyau souple, balle 2 pièces.
BOÎTE DE 12
19⁹⁵\$



ACHAT SPÉCIAL

TOP-FLITE STRATA TOUR SOFT
Contrôle du roulement, construction 3 pièces.
BOÎTE DE 12
19⁹⁸\$



WILSON PRO STAFF WOMEN'S
Distance et touche maximales, construction 2 pièces
BOÎTE DE 15 AVEC POCLETTE GRATUITE
19⁹⁸\$



MAXFLI A 10 SOLID
Distance d'un noyau dur, touche délicate.
BOÎTE DE 12
22⁹⁸\$



MAXFLI M3 SOLID
Faible compression pour la distance, enveloppe souple pour une meilleure touche.
BOÎTE DE 12
22⁹⁸\$



VOLVIK CRYSTAL
Longue, droite et extrêmement souple, offerte en 6 versions.
BOÎTE DE 12

19⁹⁵\$



TOP-FLITE STRATA TOUR PREMIERE
Noyau haute énergie, construction 3 pièces.
BOÎTE DE 12
25⁹⁸\$



NIKE MOJO II
Distance, touche, précision.
BOÎTE DE 12
29⁹⁵\$



CALLAWAY HX HOT
3 pièces, distance canon.
BOÎTE DE 12
39⁹⁵\$



NIKE ONE BLACK
Faible rotation pour élans agressifs, construction 3 pièces.
BOÎTE DE 12
54⁹⁵\$



NIKE ONE GOLD
Rotation et touche optimisées, construction 4 pièces.
BOÎTE DE 12
54⁹⁵\$



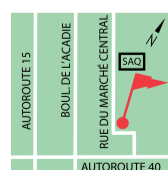
MAXFLI BLACK MAX
Distance, sensibilité et facilité de contrôle.
BOÎTE DE 12
54⁹⁵\$



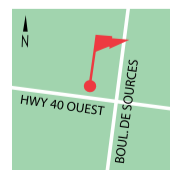
CALLAWAY HX TOUR
Distance incroyable, mordant pour petit jeu.
BOÎTE DE 12
55⁹⁵\$



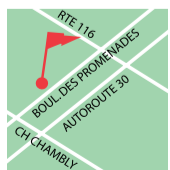
NIKE ONE PLATINUM
Distance plus longue, performance supérieure, construction 4 pièces
BOÎTE DE 12
59⁹⁵\$



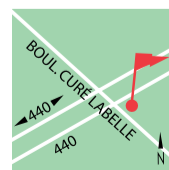
MONTRÉAL
1001 RUE DU MARCHÉ CENTRAL
514.382.4666



POINTE-CLAIRE
2315-A TRANSCANADIENNE
514.693.0055



ST-HUBERT
1571 BOUL. DES PROMENADES
450.926.0110



LAVAL
3954 AUTOROUTE 440 OUEST
450.680.2222



CENTRE-VILLE*
1231 STE-CATHERINE OUEST
514.848.0078



ST-LÉONARD
6705 BOUL. MÉTROPOLITAIN EST
514.329.2069

HEURES D'OUVERTURE HABITUELLES DES MAGASINS LUN - MER 9-18 JEU - VEN 9-21 SAM 9-17 DIM 10-17 *HEURES D'OUVERTURE DU MAGASIN AU CENTRE-VILLE LUN - MER 9-18 JEU - VEN 9-21 SAM 10-18 DIM 11-17



Inscrivez-vous au Club des meneurs afin d'obtenir les privilèges exclusifs pour les membres. Détails en magasin ou à l'adresse www.golftown.com

